La Démographie est-elle

UNE MENACE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU SAHEL ?

Bintu Zahara Sakor | Institut de recherche pour la paix d'Oslo (PRIO)*[1]

PRIO

UNFPA

Ce document sur la démographie, la paix et la sécurité au Sahel est l'un des documents de travail commandés par l'UNFPA WCAR pour faire la lumière sur les défis critiques avec des données et des preuves et informer les interventions vers un environnement plus propice à la sécurité et au développement au Sahel. Son contenu ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'UNFPA.

* Bintu Zahara Sakor Bintu Zahara Sakor est assistante de recherche au PRIO.
Coordonnées de l'auteur : binsak@prio.org

Pour demander des exemplaires du document ou pour plus d'informations sur le document, veuillez contacter UNFPA WCARO. Des documents sont également disponibles sur le site Web du de l'UNFPA WCARO:

Démographie, Paix et Sécurité au Sahel
UNFPA, Bureau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Immeuble Wolle Ndiaye, Almadies
BP: 21090 Dakar-Ponty SENEGAL
Fax : +221 33 820 17 31
Website: http://wcaro.unfpa.org
Email : wcaro.office@unfpa.org

TABLE OF CONTENTS

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE 4

2 INTRODUCTION 6

3 REVUE DE LA LITTÉRATURE : DÉMOGRAPHIE, PAIX ET SÉCURITÉ 8

3.1 Enjeux liés à la démographie et à la sécurité : données empiriques 8

3.2 Cadre théorique : démographie marquée par une proportion importante de jeunes et violence politique....11

3.2.1 Taille des cohortes de jeunes et chômage.... 13

3.2.2 Hausse du niveau d'éducation....14

3.2.3 Exclusion politique 15

4 ÉVOLUTION DE LA SÉCURITÉ ET DE LA POPULATION JEUNE EN AFRIQUE....17

4.1 Évolution des conflits violents en Afrique : conflits armés internes....17

4.1.1 Conflits non étatiques 22

4.1.2 Violence unilatérale : terrorisme extrémiste 24

4.2 Le contexte africain : démographie et facteurs socioéconomiques....30

4.2.1 Définition des jeunes....30

4.2.2 4.2.1.1 Poussée démographique des jeunes en Afrique....31

4.2.3 Niveau d'instruction 31

4.2.4 Chômage et situation d'attente 32

4.3 Poussée démographique des jeunes et conflits en Afrique 33

4.3.1 Enjeux liés aux jeunes et à la sécurité au Sahel 35

5 CADRE STATISTIQUE ET ANALYSES....39

5.1 Données et modèle....39

5.2 Variables relatives aux conflits 39

5.3 Poussée démographique des jeunes : définition opérationnelle....39

5.4 Éducation, taille de la population et mortalité infantile....40

6 RÉSULTATS EMPIRIQUES : PROJECTIONS POUR LA PÉRIODE 2010-2050 41

7 CONCLUSION 45

7.1 sDividende ou menace démographique pour le Sahel ? 45

8 RÉFÉRENCES 47

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La multiplication, sous diverses formes, de conflits violents en Afrique subsaharienne a amené les chercheurs et les responsables politiques à s'interroger sur les corrélations entre démographie, paix et sécurité. Ces dernières années, dans des régions comme le Sahel, la paix et le développement ont été mis en péril par des problèmes de sécurité internes et transfrontaliers croissants, notamment des conflits armés, de graves attaques terroristes (perpétrées par des groupes jihadistes tels que Boko Haram et Al Qaida, par des groupes affiliés à Daech et par les rebelles séparatistes touaregs) et la criminalité organisée. La région a en particulier connu une hausse dévastatrice des attaques terroristes : le nombre de victimes liées au terrorisme dans les pays dits du Sahel, comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso est aujourd'hui azcinq fois plus élevé qu'en 2016 (ONU Info, 2020). La situation est encore aggravée par la dégradation environnementale, la mauvaise gouvernance et l'arrivée massive de migrants en provenance des autres états d'Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, pour expliquer les causes sous-jacentes des conflits armés, des difficultés de contrôle des ressources et du terrorisme international dans la région, l'accent a généralement porté sur les insuffisances de facteurs socioéconomiques structurels, notamment les opportunités économiques, le niveau élevé de pauvreté et l'exclusion politique. En conséquence, plusieurs cadres régionaux et bilatéraux ont été mis en place afin de résoudre les problèmes de sécurité et de lutter contre les menaces transfrontalières. Toutefois, le manque d'efficacité des solutions proposées jusqu'à présent grâce à ces mécanismes a poussé les décideurs politiques et les chercheurs à considérer que la fragilité et l'instabilité au Sahel et dans d'autres régions subsahariennes nécessitent de se tourner vers une approche plus exhaustive, qui mette l'accent sur d'autres facteurs sous-jacents, tels que la démographie. En d'autres termes, il est important de noter que, si la mauvaise gouvernance, le taux de chômage élevé chez les jeunes, la rareté des ressources et la pauvreté ont accentué ces phénomènes néfastes, il est également essentiel de prendre en compte la dimension démographique.

Afin d'obtenir un nouvel éclairage sur la situation, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA WCARO) a lancé cette étude sur le thème de la démographie, de la paix et de la sécurité dans le contexte africain. Les travaux de recherche empiriques menés sur ce thème étant peu nombreux, le Bureau régional de l'UNFPA entend mettre sur la table une telle étude fondée sur des données probantes, afin de faire ressortir la dimension démographique des problèmes persistants de sécurité. Pour mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre, le présent rapport s'intéresse en particulier au lien entre caractéristiques démographiques, telles qu'une structure démographique jeune, et conflits violents, tels que les conflits armés et le terrorisme. C'est également le cas des travaux de recherche sur la sécurité et la démographie, qui s'intéressent de plus en plus à ces dynamiques. La recherche dans ces domaines montre qu'il y a une corrélation claire entre la présence d'une importante population jeune, aussi désignée sous l'expression « poussée démographique des jeunes », et un risque de violence politique. Il a ainsi été avancé que le taux de chômage élevé ainsi que la marginalisation politique et économique font partie des causes structurelles pour lesquelles les pays concernés par ces problèmes démographiques sont plus exposés aux conflits armés et au terrorisme. Ces observations ont fait resurgir la question suivante : « la poussée démographique des jeunes renforce-t-elle les problèmes de sécurité croissants dans la région du Sahel ? » En plus d'être considérée comme le plus jeune continent du monde, du fait de sa forte proportion de jeunes, l'Afrique regroupe aussi la majorité des États sous-développés et instables de la planète. Comme l'expliquent Klugman et Moore (2018:1), « les jeunes d'aujourd'hui (âgés de 15 à 29 ans) sont près de 1,8 milliard : 90 % d'entre eux vivent dans des

pays en développement et quelque 140 millions dans les 36 pays classés par les banques multilatérales de développement comme des États fragiles, touchés par des conflits ». La plupart de ces pays se situent en Afrique.

Il est primordial de mener une étude empirique sur ce lien, et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, l'Afrique étant une des régions où le niveau de violence politique, de pauvreté et d'inégalité est le plus élevé, il est urgent de trouver une solution efficace aux problèmes de sécurité rencontrés dans la région afin de résoudre les questions liées au développement et de parvenir à une paix et une prospérité durables. Deuxièmement, s'ils appréhendent clairement le lien entre ces phénomènes, dans ce contexte particulier, les gouvernements africains pourront concevoir des stratégies globales pour maîtriser efficacement différents facteurs démographiques. Ils pourront ainsi conjurer la malédiction qui entoure la poussée démographique des jeunes en Afrique et tirer profit du dividende démographique. En outre, ce rapport fondé sur des données probantes donne aux acteurs gouvernementaux les moyens d'atténuer les autres liens négatifs établis entre la poussée démographique des jeunes, les conflits violents et le terrorisme, tout en parvenant à une stabilité politique à long terme. Cette poussée démographique demeure un facteur important pour expliquer les menaces pour la sécurité des États fragiles. En ce sens, déterminer des solutions pour une meilleure maîtrise des importantes populations de jeunes a d'immenses conséquences stratégiques pour les États de la région.

En outre, il est essentiel de comprendre clairement les conséquences de la démographie sur la sécurité et la paix dans le contexte de la région subsaharienne dans son ensemble, et en particulier du Sahel, et de mettre en place des solutions dynamiques, afin que les pays de cette région puissent contrer les tendances négatives en matière de sécurité. De telles actions auront des conséquences stratégiques considérables au niveau mondial. Ces éléments n'apportent pas seulement un éclairage précieux sur la littérature de plus en plus vaste en matière de démographie, de paix et de sécurité. Ils sont également très importants pour le développement économique global ainsi que la stabilité politique de l'Afrique et d'autres régions. De la même manière, le rapport veille à ce que les conséquences néfastes des politiques d'exclusion qui touchent ces jeunes dans différentes sphères de la société soient reconnues et prises en compte de manière efficace. Cela permettra en retour une création de valeur positive pour le continent, qui s'efforce d'atteindre une paix profitant à tous et un développement durable.

Ce rapport est le prolongement d'une revue de la littérature réalisée précédemment par le Bureau régional de l'UNFPA WCARO. Il intègre le précédent rapport en y apportant un nouvel éclairage précieux afin de donner un aperçu complet des déterminants de la paix et de la sécurité en Afrique. Dans l'ensemble, ce rapport approfondi explore le lien entre démographie, paix et sécurité dans le contexte de la région du Sahel et propose une étude exhaustive sur le sujet. Il présente également les projections de conflits entre 2011 et 2050, en s'appuyant sur un modèle statistique existant mis au point par Hegre *et al*. (2013). Enfin, il fournit des recommandations sur la manière d'aborder les problèmes d'insécurité de la région sur le long terme. Il ne fournit pas un modèle empirique distinct pour l'Afrique de l'Ouest ou pour le Sahel, étant donné qu'il est peu probable qu'un tel modèle apporte de nouvelles perspectives, les caractéristiques sociodémographiques ne variant pas énormément entre les pays de la région. Une telle analyse pourrait être menée en utilisant des modèles existants et les résultats prévisionnels présentés dans ce rapport pourraient, dans une certaine mesure, répondre à ce besoin. En outre, il n'est pas possible de produire un modèle d'analyse statistique en utilisant séparément des variables telles que l'extrémisme ou la délinquance juvénile, dans la mesure où il s'agit de variables dépendantes dans la région du Sahel. En raison du manque d'accès à une série chronologique de données transnationales, il n'est pas possible de réaliser cette analyse dans le délai imparti pour le présent rapport.

2 INTRODUCTION

La sécurité est-elle davantage compromise par des tendances démographiques telles que de fortes populations de jeunes, aussi désignées sous l'expression « poussée démographique des jeunes » ? Au cours des dernières décennies, le débat autour des conséquences diverses d'une forte croissance démographique a reçu une attention considérable de la part des chercheurs et des responsables politiques du monde entier. Compte tenu des effets complexes de la répartition de la population et des enjeux démographiques, les conséquences de ce phénomène social sur la paix, sur les conflits et sur le développement ont été analysées de façon très différente. Certains travaux de recherche ont ainsi mis l'accent sur ses aspects positifs, tandis que d'autres en ont souligné les implications négatives (Birdsall et Sinding, 2001). Les premiers ont notamment utilisé l'exemple des tigres asiatiques (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan) pour démontrer comment l'adaptation de mesures qui encouragent un taux de fécondité plus faible tout en valorisant la force de travail que constituent les jeunes peut contribuer efficacement à la croissance économique. Il a été montré que, dans d'autres régions, comme l'Afrique subsaharienne, le lien entre croissance démographique et mauvaises conditions économiques peut en fait favoriser les phénomènes d'insécurité et l'apparition de conflits violents (Kelly et Schmidt, 2001).

Parallèlement, afin de comprendre de manière exhaustive le lien entre démographie paix, et sécurité , des chercheurs ont souligné le rôle de la structure de la population, en particulier lorsqu'elle comporte une forte proportion de jeunes. Ils ont précisé comment cette situation peut en effet créer des conditions propices aux conflits violents et à d'autres menaces pour la sécurité (Kelly et Schmidt, 2001). Le lien entre une population majoritairement jeune et un risque accru de problèmes de sécurité, comme les conflits armés internes, a été confirmé à plusieurs reprises (Goldstone, 1991 ; 2001 ; Urdal, 2006 ; Sachs, 2008). Toutefois, il est important de noter que ces conclusions ne démontrent pas nécessairement que les jeunes sont, par nature, une menace pour la sécurité de la société. Elles ne signifient pas non plus que les pays présentant une forte population jeune sont prédestinés à connaître des conflits violents. De fait, une corrélation a souvent été établie entre les conflits armés dans ce type de pays et leur structure socioéconomique et politique, caractérisée par le niveau d'instruction, l'accès à l'emploi, les exclusions politiques, la formation tardive des familles et l'absence de possibilités en matière de migration. Cette réflexion est tout particulièrement pertinente dans le contexte des pays africains, qui cherchent à mettre au point des mesures et des programmes visant à réduire leur niveau de fécondité, à maintenir une paix et à parvenir à un développement durable (Agbiboa, 2015).

À l'échelle mondiale, les taux de croissance des populations jeunes n'ont cessé de diminuer ces dernières années. En Afrique, en revanche, en raison de la lenteur de la transition démographique et du taux de fécondité élevé, les jeunes représentent désormais, proportionnellement, le plus grand segment de la population. Cette tendance a conduit les données démographiques à désigner l'Afrique comme le plus jeune continent du monde : plus de 60 % de sa population a moins de 25 ans (Gates, 2018 ; Sciubba, 2011). Comme le confirment Barakat, Paulson et Urdal (2010:8), « la Division de la population des Nations Unies [...] prédit que, d'ici 2050, seule l'Afrique subsaharienne présentera encore une proportion de jeunes adultes supérieure à 25 %, tandis que dans la plupart des régions du monde, cette proportion ne dépassera pas 15 % ». Les estimations du *World Population Prospects* 2019 des Nations Unies montrent que 19 des 20 pays les plus jeunes du monde sont des pays africains. Au Niger, par exemple, le nombre moyen d'enfants par femme est de 7,2. Bien que les jeunes constituent « la vaste majorité de la population d'Afrique, ils sont encore largement tenus à l'écart de "la vie économique ordinaire, de la représentation politique et de la responsabilité civique" » (Agbiboa, 2015: 30). À titre d'exemple, la proportion de jeunes,

hommes et femmes, au chômage dans les pays d'Afrique subsaharienne figure parmi les plus élevées du monde. La situation qui en résulte a eu, à son tour, d'importantes conséquences sur la violence politique, le terrorisme et d'autres risques pour la sécurité de la région.

De fait, de nombreux chercheurs ont indiqué que les instabilités politiques observées dans plusieurs parties de l'Afrique au cours de la décennie peuvent être liées à la coexistence d'une forte population jeune, d'une mauvaise gouvernance et de la stagnation des réformes économiques dans l'ensemble de la région. Cela a notamment relancé le débat concernant les effets particuliers de la croissance démographique, en particulier de la présence de vastes cohortes de jeunes, sur la violence politique dans le contexte de l'Afrique subsaharienne (Campante et Chor, 2012 ; Urdal, 2006). Par exemple, on considère que la coexistence de facteurs démographiques tels qu'une importante population jeune et des pressions exercées sur les ressources, comme les terres, l'eau et les services sociaux de base (éducation et santé) a favorisé l'exacerbation des conflits dans la région du Sahel (Lazar, 2017 ; Assaad et Barsoum, 2009 ; Boudarbat et Ajbilou, 2009). La situation dans cette région prouve combien il est important de comprendre en profondeur le mécanisme qui lie population, paix et conflit.

Avant de s'intéresser à l'Afrique, et en particulier au Sahel, il est important de souligner que, si de nombreuses études menées sur les conflits mettent en garde contre la poussée démographique des jeunes, les économistes soulignent combien cette dernière peut constituer une ressource importante et receler un potentiel dont les pays peuvent tirer parti pour renforcer le développement, en réalisant un « dividende démographique » (par exemple, Kelley et Schmidt, 2001; Groth et May, 2017; Bilal, Paulson et Urdal, 2010). Les tigres asiatiques ont à nouveau été utilisés dans ce contexte pour illustrer cette notion. Certaines études ont ainsi assimilé ce dividende à une croissance économique en raison des gains potentiels de productivité qu'il permet d'obtenir, grâce à l'augmentation du nombre de jeunes actifs par rapport au nombre de personnes à charge. Si elle est bien gérée, une importante population jeune peut donc être une bénédiction, plutôt qu'une malédiction, sur le plan démographique. En effet, elle peut permettre à une société de générer une meilleure croissance économique, ce fameux dividende démographique, et de parvenir à un développement durable.

À partir des enseignements tirés de la littérature, le présent rapport vise à fournir un aperçu du cadre théorique nécessaire à l'analyse du lien entre démographie, en particulier la poussée démographique des jeunes, et violence politique, en mettant l'accent sur l'Afrique, en particulier le Sahel. Le rapport s'appuie sur les résultats de recherches récentes menées au niveau mondial sur la poussée démographique des jeunes et sur les conflits violents pour examiner les évolutions et les menaces en matière de sécurité en Afrique. Il aborde le lien entre démographie, paix et problèmes de sécurité en proposant des modèles et des projections de conflits tout en utilisant des données sur cette poussée démographique, sur l'éducation et sur les déterminants liés au contexte connus pour avoir une influence sur le risque de conflits armés. Ces prévisions sont toujours examinées à la lumière de leurs études respectives. Le modèle fournit des projections de risque de conflits pour l'Afrique dans son ensemble, ainsi que pour certains pays du Sahel en particulier. Le rapport est donc structuré de la sorte : l'introduction fournit un aperçu général du lien entre population, paix et sécurité. Vient ensuite une revue de la littérature pertinente sur le lien entre la jeunesse et les conflits, ainsi que sur d'autres facteurs pouvant influer sur ce lien. Puis, le rapport donne un aperçu des conflits et des tendances démographiques et socioéconomiques en Afrique. C'est au cours de cette partie que l'exemple du Sahel est utilisé pour démontrer les effets d'une croissance démographique élevée sur la paix et la sécurité, en particulier lorsque la population présente une large proportion de jeunes. Enfin, le rapport s'appuie sur l'exemple du Mali pour illustrer comment une importante population jeune, si elle se sent exclue aux niveaux politique et économique, peut potentiellement poser un grave problème de sécurité.

3 REVUE DE LA LITTÉRATURE : DÉMOGRAPHIE, PAIX ET SÉCURITÉ

3.1 Enjeux liés à la démographie et à la sécurité : données empiriques

Ces derniers siècles, « les données démographiques ont fait l'objet d'une utilisation intense dans la littérature aux questions sécuritaires afin de comprendre les processus sociaux de masse qui sous-tendent l'émergence de menaces traditionnelles et non traditionnelles pour la sécurité » (Droogan, Guthrie et Williams, 2012: 473). Pour les responsables politiques confrontés aux difficultés de lutte contre le terrorisme, la famine, le sous-développement et les conflits armés, il est devenu primordial de comprendre le lien entre démographie, paix et conflits (Sciubba, 2011:1). Comme le suggère cet auteur, « les problèmes démographiques notamment de fécondité, de mortalité et de migration sont au cœur de toutes les composantes de la sécurité nationale, qu'il s'agisse de la capacité de l'État à se défendre contre les menaces extérieures, à éviter l'effondrement ou à répondre aux besoins individuels de la population ». Il est important de noter que la coexistence d'une structure démographique défavorable et de problèmes environnementaux semble avoir aggravé de nombreuses difficultés démographiques, en particulier dans les régions fragiles comme le Sahel en Afrique, où les conflits armés, la pauvreté, l'insuffisance de l'approvisionnement en eau et la sécheresse sont manifestes depuis plusieurs années (Lazar, 2017).

Afin de comprendre le lien entre démographie et menaces pour la sécurité, les chercheurs se sont intéressés à la poussée de la population jeune. Ils ont souligné la manière dont ce phénomène, combiné au chômage important dans ce segment de la population, à la rareté des ressources, aux niveaux élevés d'inégalité sociale et à la mauvaise gouvernance, peut inciter à la rébellion. Plus précisément, cette poussée démographique des jeunes est devenue un facteur important pour expliquer les menaces pour la sécurité auxquelles sont confrontés les pays fragiles (Kuzio, 2006). La recherche souligne que les pays présentant une structure démographique jeune sont, la plupart du temps, non seulement moins démocratiques (Weber, 2012), mais aussi moins développés et courent un risque élevé de conflits armés. La corrélation entre jeunesse et violence politique a été confirmée à plusieurs reprises.

TABLEAU 1 : Probabilité de déclenchement d'une résistance

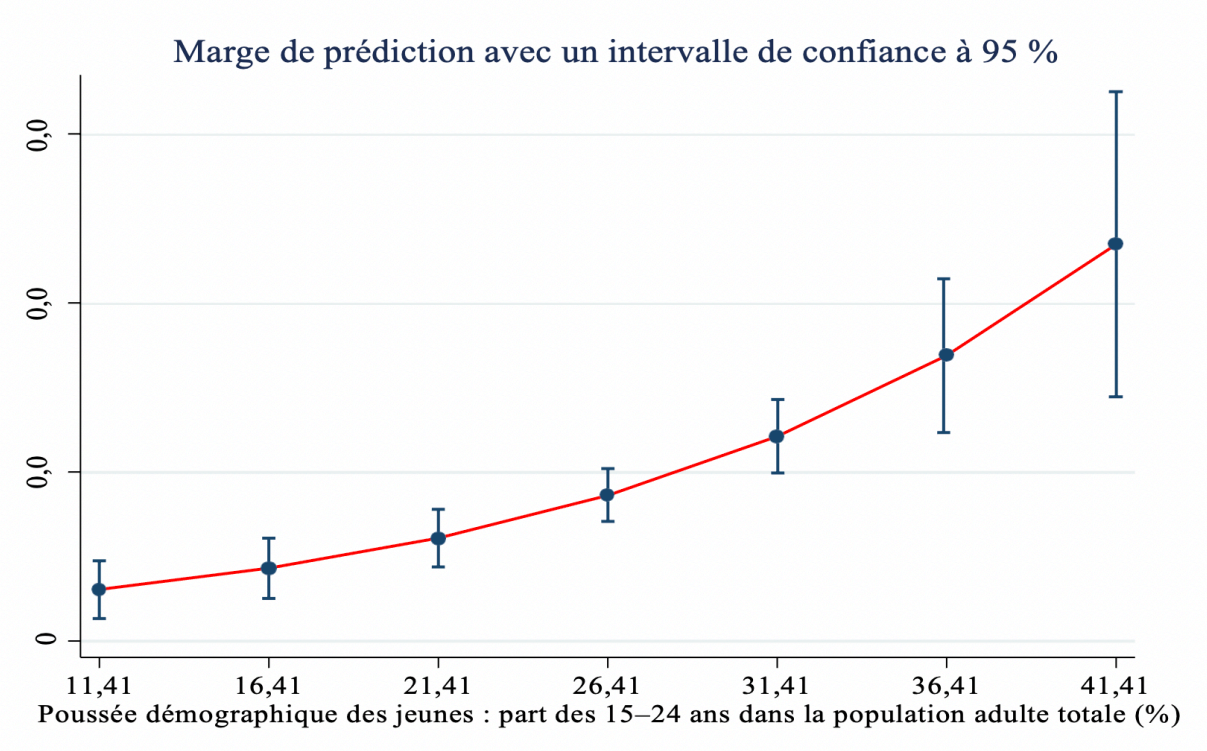
	Échantillon limité		Échantillon complet			
	Modèle 1		**Modèle 2**		**Modèle 3**	
Explanatory variables						
Poussée démographique des jeunes	0.0712***	(0.016)	0.0678***	(0.020)	-0.0651**	(0.030)
Poussée démographique des jeunes x Type de régime					-0.00107**	(0.001)
Poussée démographique des jeunes x Type de régime, au carré					0.00159**	(0.000)
Variables de contrôle						
Population totale (ln)	0.438***	(0.052)	0.411***	(0.059)	0.442***	(0.055)
Taux de mortalité infantile	-0.00977***	(0.002)	-0.00608*	(0.004)	-0.0129***	(0.004)
Croissance du PIB/hab (%)	-0.00485	(0.016)				
Discrimination exercée par l'État	0.0648	(0.182)				
Durée de la résistance non violente	-0.0891**	(0.042)	-0.0898**	(0.044)	-0.0497	(0.046)
Durée de la résistance non violente, au carré	0.00300	(0.002)	0.00241	(0.002)	0.00174	(0.002)
Durée de la résistance non violente, au cube	-0.0000294	(0.000)	-0.0000220	(0.000)	-0.0000168	(0.000)
Taux de dépendance			-0.643*	(0.371)		
Urbanization			-0.00996*	(0.006)		
Contagion régionale$_{(t+1)}$			0.804***	(0.052)		
Capacité d'organisation$_{(t+1)}$			0.459***	(0.082)		
Guerre civile en cours			-0.0227	(0.236)		
Type de régime, au carré					-0.0675***	(0.015)
Données manquantes sur le régime					0.299	(0.543)
PIB/hab, PPA					-0.0000272	(0.000)
PIB/hab, PPA (ln)					0.330	(0.207)
Données manquantes sur le PIB/hab, PPA					-0.322	(0.235)
Taux de scolarisation dans le secondaire (décalé)					-0.00947	(0.007)
Constante	-8.970***	(0.739)	-7.979***	(1.086)	-5.914**	(2.078)
N	7399		7399		7399	
pseudo R^2	0.071		0.244		0.124	

Erreurs courantes dans les parenthèses
* p < 0.10, ** p < 0.05, *** p < 0.00

Source : Sakor (2017)

De fait, « sur neuf nouveaux conflits civils qui ont éclaté entre 2000 et 2006, six sont survenus dans des pays où la structure démographique est jeune ou très jeune » (Sciubba, 2011:18). Il est toutefois important de signaler que les pays présentant une forte population jeune ne risquent pas seulement des conflits civils : ils sont aussi confrontés à un grand nombre d'autres menaces pour leur sécurité, allant du terrorisme et de la criminalité aux grandes manifestations non violentes, comme le montrent le tableau 1 et la figure 1. Les résultats figurant dans le tableau 1 corroborent fortement l'hypothèse selon laquelle la présence de populations jeunes relativement importantes augmente la probabilité de déclenchement de manifestations de résistance non violente. À titre d'illustration, la figure 1 ci-après montre la répartition du déclenchement de la résistance non violente en fonction du pourcentage de de jeunes. Elle laisse à voir la distribution attendue : plus la part des jeunes dans la population adulte totale augmente dans l'échantillon complet, plus la probabilité de déclenchement de manifestations de résistance non violente augmente aussi. En d'autres termes, les pays présentant une proportion élevée de jeunes sont plus susceptibles de voir apparaître un conflit non violent. Il est ainsi possible de prédire la probabilité de déclenchement de conflits non violents.

FIGURE 1. RÉPARTITION du déclenchement d'une résistance non violente en fonction du pourcentage de de jeunes dans la population adulte totale



Source : Sakor (2017)

Par exemple, en Grèce, où les jeunes ne représentaient pas plus de 12 % de la population adulte en 2011, la probabilité de voir apparaître une résistance non violente était de 0,008. À titre de comparaison, au Yémen, la proportion de jeunes était de 39 % et la probabilité de voir apparaître le même phénomène d'environ 0,042. Le Japon, lui, présentait une proportion de jeunes de 13 % par rapport à la population adulte en 2009 et une probabilité de manifestations non violentes de 0,009, tandis qu'au Zimbabwe, ces données étaient de 41 % et de 0,048. Pour simplifier, ces données, en se fondant sur la poussée démographique des jeunes, définie comme la taille des cohortes de jeunes (15–24 ans) par rapport à la population adulte totale (15 ans et plus) et en contrôlant simultanément d'autres facteurs, indiquent que le Yémen et le Zimbabwe étaient exposés à un risque plus de cinq fois supérieur, relativement à la Grèce et au Japon, de voir apparaître une résistance non violente.

3.2 Cadre théorique : démographie marquée par une proportion importante de jeunes et violence politique

En général, presque toute la littérature sur la poussée démographique des jeunes et la violence politique s'appuie sur le travail de Jack A. Goldstone (Urdal, 2006 ; Campante et Chor, 2012, et Hart *et al*., 2004 ; Collier et Hoeffler, 2004, et Fearon et Laitin, 2003). Goldstone (1991 et 2001) a montré que de grandes cohortes de jeunes ont joué un rôle prépondérant dans plusieurs soulèvements politiques historiques, notamment les révolutions anglaises au XVIIe siècle et la Révolution française au XVIIIe siècle. En outre, dans son ouvrage, *Le Choc des civilisations*, Huntington (1996) souligne que les jeunes en général, et en particulier les jeunes hommes, constituent l'une des causes principales des troubles politiques. En parallèle, parmi les principales théories de la littérature sur la guerre civile qui se sont intéressées à la question des jeunes, il convient de mentionner le concept d'opportunités politiques, aussi connu sous le nom de théorie de l'avidité (par exemple, Collier, 2000). Cette approche, qui tire son origine de la théorie économique, examine les « conditions structurelles qui donnent à un groupe rebelle la possibilité de mener une guerre contre un gouvernement » (Urdal, 2006: 609). D'après l'auteur, ces facteurs structurels sont autant de conditions qui permettent de réduire le coût de la rébellion, grâce aux faibles coûts de recrutement des participants. Ces dernières années, plusieurs chercheurs, notamment Collier (2000), ont affirmé qu'une forte population de jeunes peut effectivement être considérée comme un facteur clé. De fait, elle entraîne une diminution des coûts de recrutement puisqu'elle constitue une importante réserve de main-d'œuvre rebelle au faible coût d'opportunité. Par conséquent, la probabilité de menaces pour la sécurité, en particulier de conflits violents, s'en trouve accrue.

D'autres facteurs, tels que la fragilité d'un gouvernement aux capacités limitées, incapable de réprimer la mobilisation, peuvent également accroître les possibilités de rébellion (Collier et Hoeffler, 2004). Cette idée est soutenue par Goldstone (2002), qui souligne que la vulnérabilité du régime, qu'elle soit politique ou économique, est nécessaire pour que le mécontentement populaire se transforme en conflits à grande échelle. Tout en évoquant les limites de la capacité politique de l'État, Chenoweth et Stephan (2014) soulignent que les divisions au sein de l'élite peuvent être perçues comme une autre opportunité importante de rébellion. Elles peuvent en effet être un signe de la vulnérabilité du régime à toute forme de contestation intérieure, qu'il s'agisse d'une mobilisation non violente ou d'un conflit armé. En outre, d'après le concept d'opportunités politiques, les récompenses individuelles, combinées à une structure organisationnelle permettant la dissidence, peuvent réduire l'importance présumée des problèmes d'action collective (Urdal, 2006 : 609). En conséquence, il est possible de dire que l'adhésion à un groupe rebelle est déterminée par le fait que cette adhésion peut apporter des avantages plus profitables. Le concept d'opportunités de Collier

(2000) peut être utilisé pour mettre en lumière les mécanismes par lesquels la poussée démographique des jeunes peut influencer le déclenchement de conflits armés. Toutefois, Urdal (2006) insiste sur le fait que la plupart des théories sur cette poussée démographique et sur les bouleversements politiques relèvent davantage du principe de doléances.

La théorie des doléances assimile les débordements politiques à un « moyen rationnel d'exprimer ses doléances économiques ou politiques » (Urdal, 2006 : 609). En d'autres termes, elle met en avant l'idée que la rébellion est motivée par des raisons économiques, comme la récession, les inégalités et la pauvreté, mais aussi par des facteurs politiques, tels que le manque de démocratie et l'exclusion politique (Schwartz, 2010 ; Sambanis, 2002 ; Gurr, 1970 ; Tilly, 2003 ; Goldstone, 1991 ; 2001 ; Braungart, 1984). En ce qui concerne les jeunes, la théorie explique qu'une forte population de jeunes « confrontée à des goulots d'étranglement institutionnels, au chômage, au manque de transparence politique et à la surpopulation des centres urbains peuvent être lésées, ce qui augmente le risque de conflit politique » (Urdal, 2006 : 610). Même s'il est possible que l'expression des doléances communes soit perçue comme un bien commun, il peut en effet être difficile de surmonter les problèmes d'action collective. On peut avancer que les doléances seules ne sont pas une condition suffisante au déclenchement de conflits violents. En effet, la probabilité que ces plaintes soient réglées par des troubles politiques augmente lorsque des opportunités, telles que les faibles coûts de recrutement et la fragilité du gouvernement, entre autres, existent (Sambanis, 2002). Ceci signifie que, s'il est essentiel d'identifier différents facteurs explicatifs des effets de la présence d'importantes populations de jeunes sur les problèmes de sécurité, tels que les conflits armés ou le terrorisme, toutes ces théories ne sont pas si différentes. Elles sont plus vraisemblablement interconnectées et donnent lieu à des prévisions empiriques similaires. En somme, ce qu'un chercheur peut percevoir comme une condition renforçant les motivations de déclenchement d'une rébellion, un autre le considère comme une opportunité.

TABLEAU 2 : MODÈLE de la poussée démographique des jeunes et du déclenchement des conflits à variables multiples, 1950–2000

	Modèle 2	
Variables explicatives		
Poussée démographique des jeunes, ES β	0.043*	(0.017)
Taux de mortalité infantile	0.006***	(0.0015)
Population totale (ln)	0.271***	(0.047)
Type de régime	0.011	(0.014)
Type de régime, au carré	-0.012***	(0.003)
Données manquantes sur le régime	-0.021*	(0.256)
Durée de la paix	1.887***	(0.268)
Constante	-7.409***	(0.759)
N	7640	
Log vraisemblance	-809.25	
pseudo R^2	0.101	

Erreurs courantes dans les parenthèses
* $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.005$.

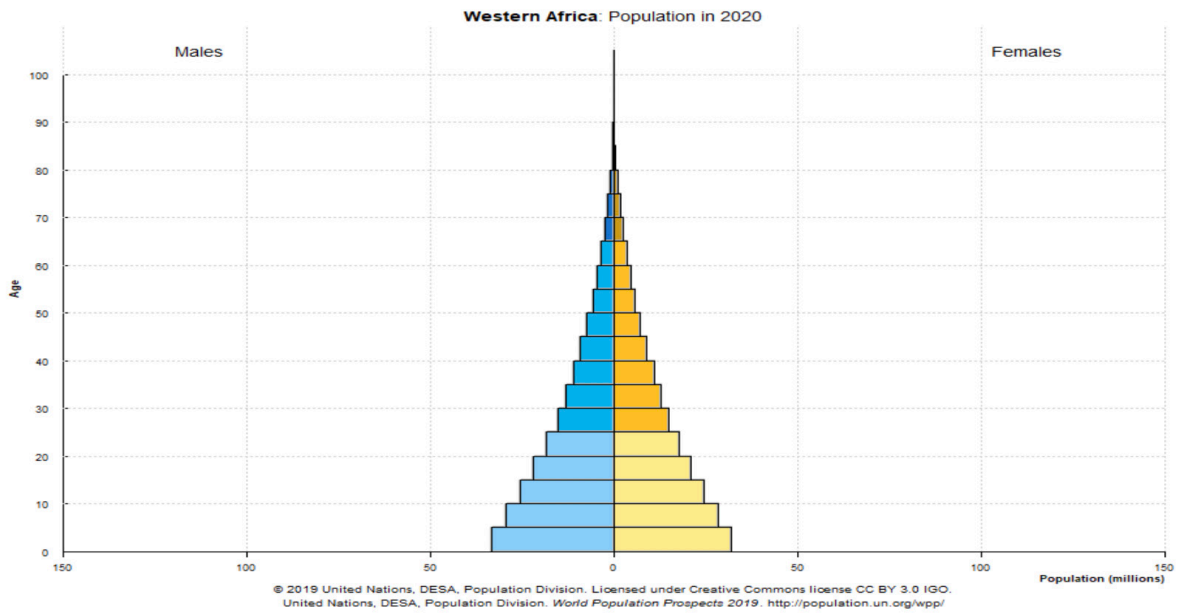
Source Urdal (2006)

L'analyse présentée dans le tableau 2 est une réplique de l'analyse générale à plusieurs variables menée par Urdal (2006). S'inscrivant dans la lignée des autres résultats présentés précédemment. L'analyse empirique indique une relation statistique révélatrice entre la poussée démographique des jeunes et le déclenchement de conflits armés. Outre la forte croissance de la population de jeunes, d'autres facteurs démographiques et socioéconomiques, tels que la taille de la population, le taux de mortalité infantile (utilisé pour mesurer le niveau de développement), l'historique des conflits et le type de régime, semblent aussi fortement corrélés au risque de conflits.

3.2.1 Taille des cohortes de jeunes et chômage

Heinsohn (2003), qui a étudié les conséquences d'une forte population de jeunes sur la sécurité, soutient que lorsque les hommes âgés de 15 à 29 ans représentent plus de 30 % de la population nationale, le risque de rébellions, qu'elles soient violentes ou non, augmente. Il affirme en outre qu'une communauté largement composée de jeunes est presque inévitablement confrontée à des problèmes de sécurité. Droogan, Guthrie et Williams (2012) adoptent une vision un peu moins déterministe, mais soutiennent la thèse générale, et soulignent que la taille des cohortes de jeunes se révèle être, de manière empirique, un facteur déterminant permettant d'expliquer l'apparition de diverses formes d'insécurité. Ils avancent qu'«en 2003, sur 67 pays qui connaissaient une poussée démographique des jeunes dans le monde, 60 d'entre eux faisaient face à une forme de guerre civile ou étaient le théâtre de massacres » (2012 : 473). Des études économiques et démographiques récentes ont confirmé l'importance de la taille des cohortes. L'hypothèse de la « taille des cohortes » postule que « toutes choses égales par ailleurs, la prospérité économique et sociale d'une cohorte (personnes nées une même année) tend à évoluer en sens inverse de la taille relative de cette cohorte » (Easterlin, 1987, cité par Urdal, 2006 : 610). Cette hypothèse suggère que les personnes appartenant à de grandes cohortes sont plus susceptibles de se heurter à des difficultés dans différents domaines, notamment sur le marché du travail. En étudiant une série chronologique de données transnationales, Machunovic (2000) s'est appuyé sur des données relatives aux salaires dans de petits échantillons de pays et a découvert que l'augmentation de la taille relative d'une cohorte diminuait le taux de fécondité de la population et le revenu des hommes. Parallèlement, Urdal (2006) souligne l'importance de bien définir l'expression « poussée démographique des jeunes », car elle peut influer sur les conséquences qu'une structure démographique essentiellement jeune peut avoir sur la sécurité, comme les conflits armés et le terrorisme. Il affirme ainsi qu'elle correspond à la taille de la cohorte de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) par rapport à la population adulte totale (15 ans ou plus) (Urdal, 2006).

FIGURE 2 : Pyramide des âges en Afrique de l'Ouest, 2020



Source : Division de la population des Nations Unies, *World Population Prospects 2019*

Par ailleurs, une étude menée par Korenman et Neumark (1997) suggère qu'une grande proportion des cohortes de jeunes est statistiquement associée à de faibles taux d'emploi. Comme le souligne LaGraffe (2012 : 67), « les jeunes sont presque trois fois plus susceptibles que les adultes de ne pas trouver de travail ». Outre Campante et Chor (2012), Amin *et al.* (2012) observent également qu'un fort taux de chômage, associé à un pourcentage élevé de jeunes dans la population, engendre des troubles politiques dans la société. LaGraffe (2012) soutient lui aussi cette hypothèse et affirme que, dans la plupart des cas, le chômage chez les jeunes ne contribue pas seulement à créer un sentiment d'aliénation sociale, mais peut également susciter une animosité envers les régimes en place, donnant lieu à des troubles politiques et facilitant le recrutement dans les organisations terroristes. Urdal (2006) aborde également la question du terrorisme et observe qu'en présence d'un climat de marginalisation scolaire et économique, une forte population de jeunes peut accroître le risque de terrorisme. Par ailleurs, en s'appuyant sur leur essai *Le rendez-vous des civilisations,* publié en 2007, les théoriciens démographes Youssef Courbage et Emmanuel Todd affirment que le phénomène de poussée démographique des jeunes peut expliquer les soulèvements populaires qui ont marqué le printemps arabe de 2011.

3.2.2 Hausse du niveau d'éducation

Outre la taille des cohortes de jeunes et la marginalisation économique, l'élargissement rapide de l'accès à l'éducation supérieure serait également lié aux violences politiques, d'après plusieurs études relatives aux conflits armés. Selon Goldstone (2002), un niveau d'éducation élevé et une pénurie d'emplois qui touchent les jeunes pourraient entraîner un mécontentement politique. L'alphabétisation joue un rôle déterminant dans ce processus, car elle permet aux jeunes qui n'étaient jusqu'alors pas engagés sur le plan politique d'accéder à des concepts idéologiques et des idées qui peuvent servir à remettre en cause l'autorité politique en place, créant ainsi de l'instabilité (Goldstone *et al.*, 2002). D'après les spécialistes des révolutions politiques Youssef Courbage et Emmanuel Todd (2007), le phénomène de poussée

démographique des jeunes ne constitue pas seulement un problème en raison du fait que les jeunes représentent une part de plus en plus importante de la population, mais plutôt car, à l'inverse de leurs parents, ils savent lire et écrire, ce qui leur permet de s'engager sur le plan politique.

Comme le soulignent Droogan, Guthrie et Williams (2012 : 474), l'élargissement de l'accès à l'éducation supérieure est souvent la conséquence du processus de « modernisation démographique », qui contribue non seulement à la démocratisation, mais également à la baisse des taux de fécondité et de l'endogamie, ainsi qu'à la disparition des structures familiales traditionnelles. Pour étayer leur thèse, les universitaires se sont appuyés sur les révoltes du printemps arabe et ont constaté que lorsque les troubles politiques se conjuguaient à l'augmentation de la population jeune et à d'autres facteurs dynamiques mentionnés, il était probable que des conflits civils éclatent. Austin (2011) et Lia (2005) corroborent également le lien entre l'élargissement de l'accès aux établissements d'enseignement et les troubles politiques. Ce dernier affirme que l'incapacité de la plupart des marchés domestiques de travail à accueillir ces jeunes n'est pas uniquement à l'origine de conflits violents, mais également de la radicalisation et du recrutement de ceux-ci dans les groupes militants jihadistes de la région. En d'autres termes, l'impossibilité d'intégrer les jeunes hautement qualifiés dans l'économie nationale peut potentiellement se traduire par des revendications d'ordre économique, pouvant aboutir à des guerres civiles et à d'autres formes d'insécurité (Goldstone, 2001). Néanmoins, les tentatives d'évaluation des conséquences de l'éducation des jeunes sur l'émergence de conflits n'ont pas permis d'étayer l'hypothèse selon laquelle la hausse de l'accès à l'éducation supérieure chez les populations jeunes accroît les risques pour la sécurité (Barakat et Urdal, 2009 ; Urdal, 2006). Au contraire, il semble que les sociétés à forte population de jeunes sont plus susceptibles de connaître des conflits lorsque le niveau d'éducation des cohortes de jeunes est faible.

3.2.3 Exclusion politique

Les analyses empiriques tirées des publications susmentionnées (opportunités et motivations) ne donnent pas les mêmes résultats en ce qui concerne le rôle de la marginalisation politique et du type de régime dans l'apparition de troubles politiques. Bien que certaines d'entre elles indiquent que moins un régime est autoritaire, plus les risques de conflits sont importants, d'autres affirment le contraire. Qui plus est, l'hypothèse des doléances met en lumière le rôle des valeurs démocratiques et de l'exclusion ou de l'oppression politique dans l'accroissement du risque de conflits armés. Goldstone (2001) confirme cette théorie et conclut que l'absence de droits politiques est susceptible d'inciter les grands groupes de jeunes, qui peuvent se sentir exclus de la vie politique, à adopter des comportements violents visant à instaurer un régime démocratique.

Par ailleurs, des études portant sur les types de régimes et les conflits, comme celle de Hegre *et al.* (2001), ont mis en évidence la relation en « U inversé » entre les conflits et la démocratie. Leurs conclusions ont révélé que les régimes démocratiques et autocratiques bien établis sont les plus pacifiques tandis que les régimes semi-démocratiques, aussi appelés « anocraties », sont plus susceptibles de voir la survenue de conflits. Selon Goldstone (2002 : 11), la grande proportion de jeunes dans la structure démographique a une incidence plus importante sur les conflits violents sous un régime anocratique (ou « semi-démocratique »), car cette forme de gouvernement n'est « ni pleinement une démocratie, ni pleinement une autocratie ». Butcher et Svensson (2016 : 7) complètent cette hypothèse et affirment que les politiques d'exclusion de certains groupes sociaux ainsi que le « manque d'engagement et d'informations créent un terrain propice au déclenchement d'une rébellion dans les régimes autoritaires ». Par conséquent, il est possible de s'attendre à ce que la poussée démographique des jeunes ait des conséquences plus importantes dans

les régimes anocratiques. La jeunesse de la population, associée à un gouvernement fragile dont les capacités sont limitées, offre donc un terrain favorable aux conflits. Cette situation est particulièrement visible dans le cas de l'Afrique.

4 ÉVOLUTION DE LA SÉCURITÉ ET DE LA POPULATION JEUNE EN AFRIQUE

4.1 Évolution des conflits violents en Afrique : conflits armés internes

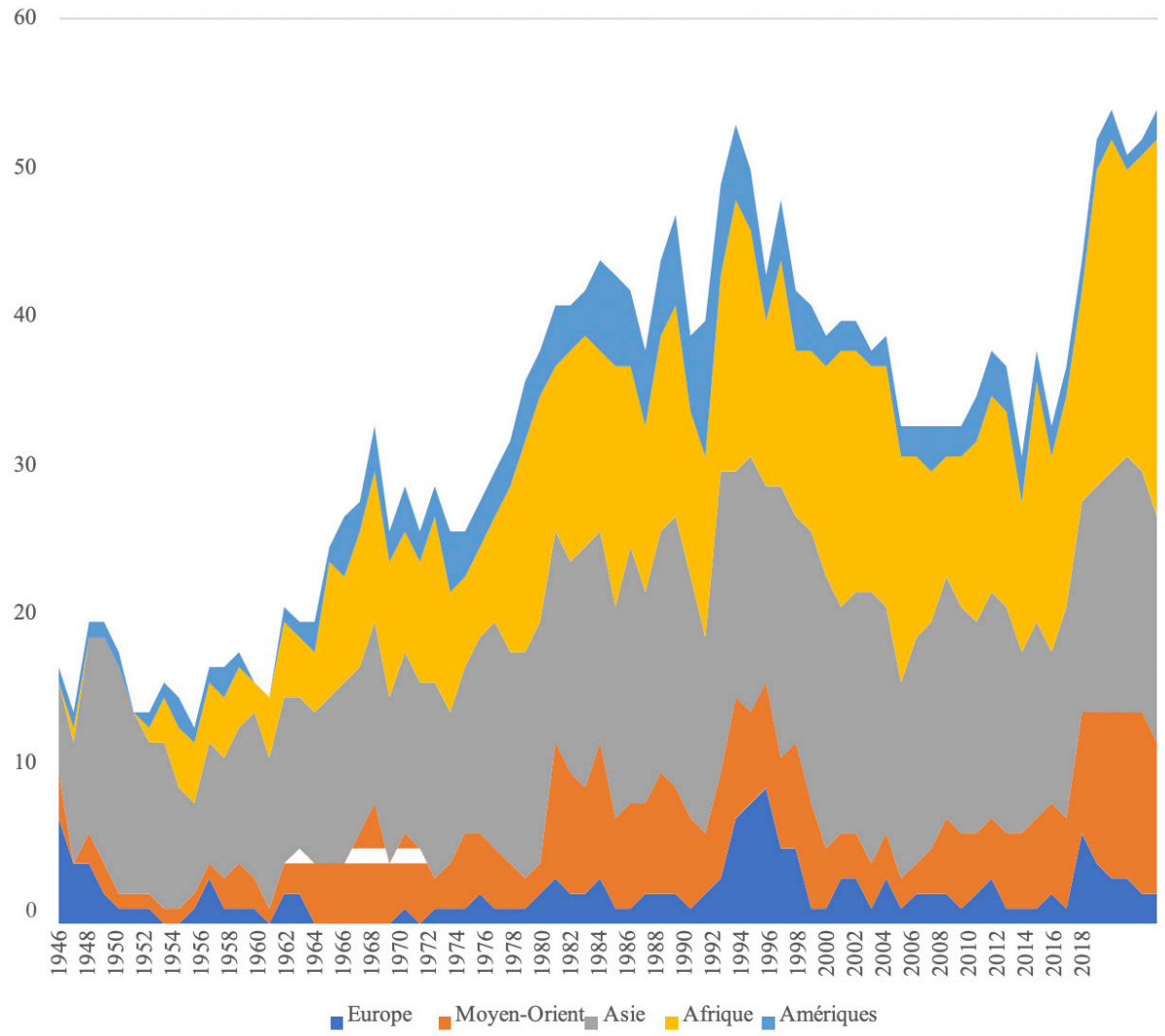
Au cours des dernières décennies, le monde a assisté à un déclin constant et généralisé du nombre de conflits armés internes et de guerres civiles, quoiqu'une reprise ait été observée après le printemps arabe. Dans le présent rapport, les conflits armés désignent les guerres civiles telles qu'elles sont définies par l'un des ensembles de données relatives aux conflits les plus fiables à l'heure actuelle, l'ensemble de données UCDP/PRIO (Gleditsch *et al.*, 2002), sur lequel s'appuient également plusieurs études portant sur la relation entre les structures démographiques, la paix et la sécurité, comme celle de Barakat, Paulson et Urdal (2010).

FIGURE 3 : Évolution des conflits en Afrique, 2019

Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

Pour qu'un conflit puisse être qualifié de « conflit armé interne » ou de « guerre civile », il doit être violent et traduire une incompatibilité entre les buts de deux groupes organisés, en général le gouvernement et un acteur non étatique (groupe rebelle). Il doit également avoir provoqué la mort d'au moins 25 personnes par an. La carte ci-dessus (voir la figure 3) présente les données ventilées relatives aux conflits violents, y compris les conflits étatiques et non étatiques et les violences unilatérales en Afrique subsaharienne. Parallèlement, la figure 4 ci-dessous montre la répartition des conflits armés étatiques de 1946 à 2019 par région.

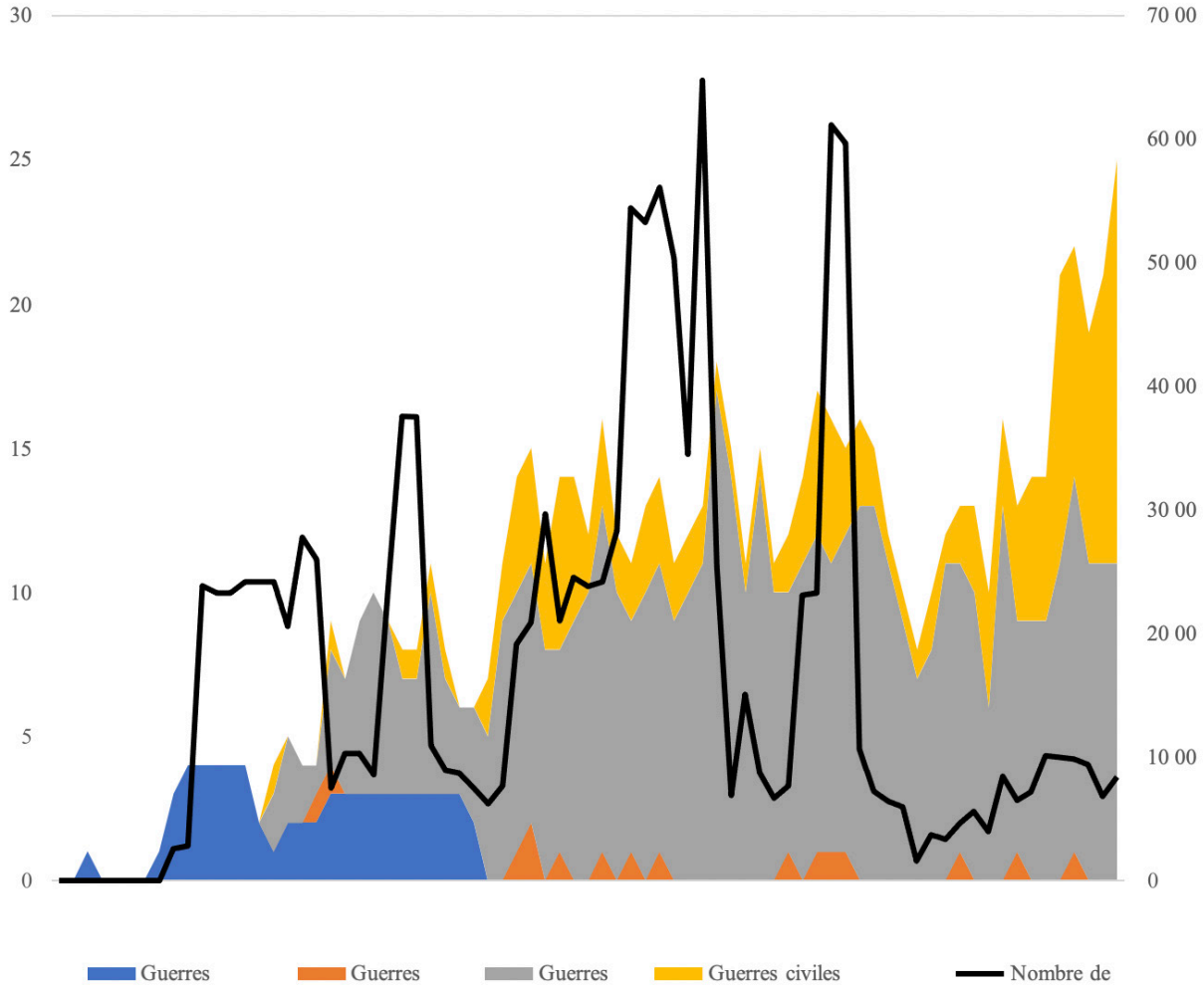
FIGURE 4 : Nombre de pays en proie aux conflits armés étatiques, par région, 1946-2019



Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

Au cours des dernières décennies, le continent africain a enregistré l'une des plus fortes concentrations de guerres dans le monde. Bien que certains des conflits les plus meurtriers, à l'instar du génocide de 1994 au Rwanda, des guerres du Congo et de la guerre de 1999-2000 entre l'Érythrée et l'Éthiopie, le nombre de conflits graves ne cesse d'augmenter considérablement.

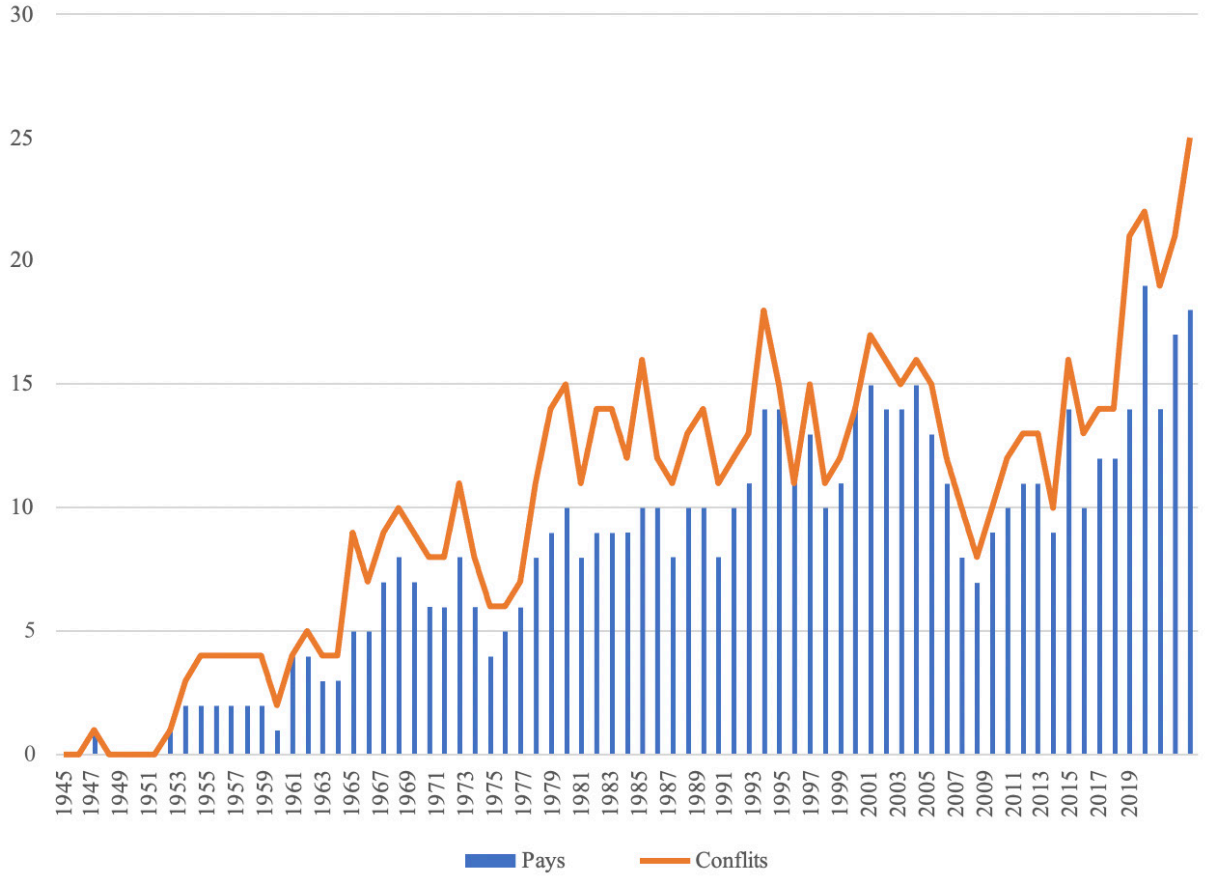
FIGURE 5 : Nombre de morts liées aux combats et conflits armés étatiques en Afrique, par type de conflit, 1946-2019



Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

La figure 5 ci-dessus présente une vue d'ensemble de l'évolution des diverses formes de conflits violents en Afrique entre 1945 et 2019. Le seuil minimal utilisé dans cette figure est de 25 morts par an pour les conflits (voir la définition ci-dessus) et de 1 000 morts pour les guerres. Dans une récente note d'orientation rédigée par Rustad et Bakken (2019 : 2), les deux chercheuses constatent que « l'Afrique a enregistré une nette hausse du nombre de conflits étatiques au cours des cinq dernières années ». En dépit de cette tendance à la baisse observée dans le monde, l'Afrique a quant à elle fait face à une augmentation du nombre de conflits et de guerres par rapport à 2018 (passant de 20 conflits en 2018 à 22 en 2019 et d'une guerre en 2018 à trois en 2019).

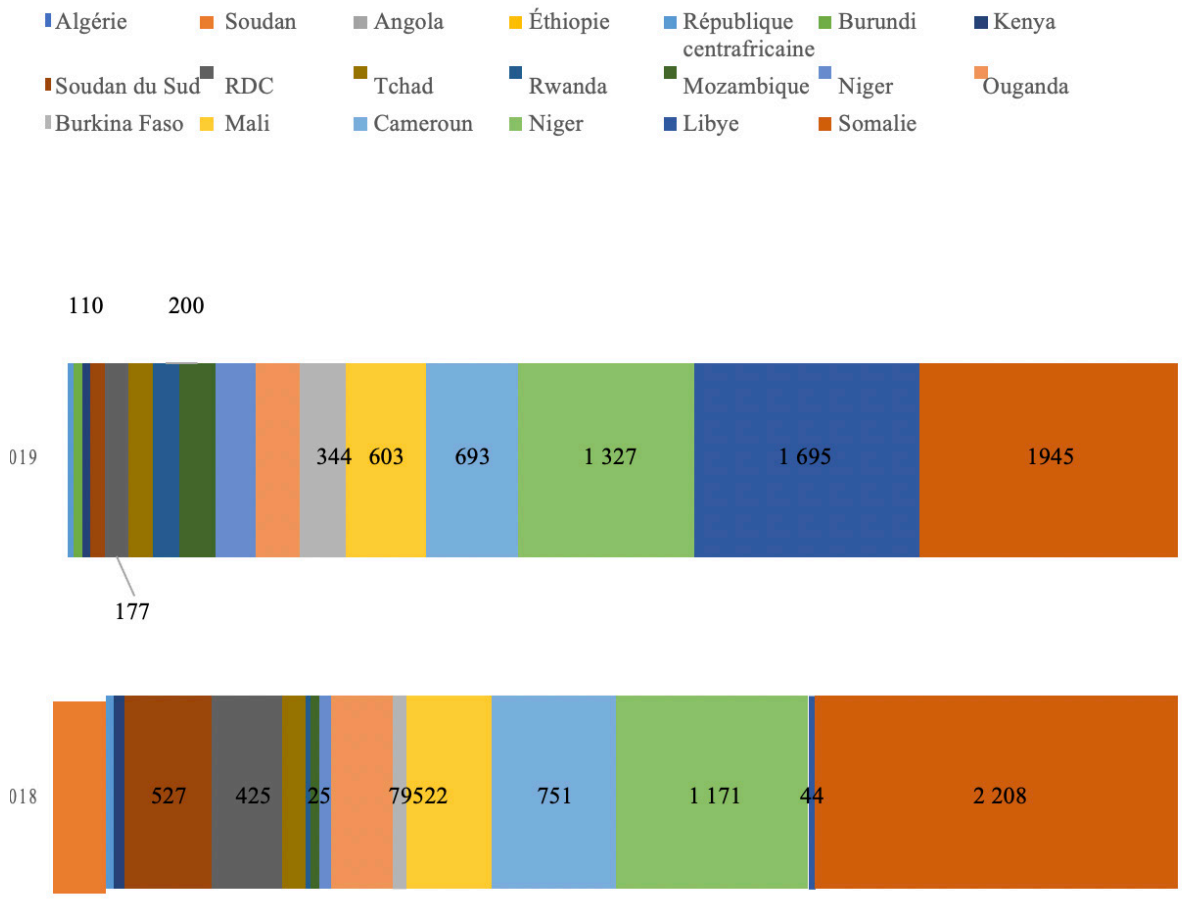
FIGURE 6 : Nombre de pays en proie aux conflits par rapport au nombre de conflits, Afrique, 1989-2019



Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

Par ailleurs, elles soulignent qu'« en 2018, le nombre de pays touchés par un conflit est passé de 14 en 2017 à 17 en 2018. Il s'agit du deuxième nombre le plus élevé depuis 1946 ; il n'a été dépassé qu'en 2016, avec 18 pays. Cela suggère que, bien que les zones de conflit demeurent limitées sur le plan géographique, le nombre de pays touchés par un conflit augmente » (Rustad et Bakken, 2019 : 2). La figure 6 ci-dessous illustre clairement l'hypothèse d'une tendance à la hausse. Le nombre de conflits recensés est passé de 17 en 2018 à 25 dans 18 pays en 2019. Les pays du Sahel, à l'instar du Mali et du Niger, font partie des pays concernés.

FIGURE 7 : Nombre de morts liées aux combats en Afrique en 2018 et 2019



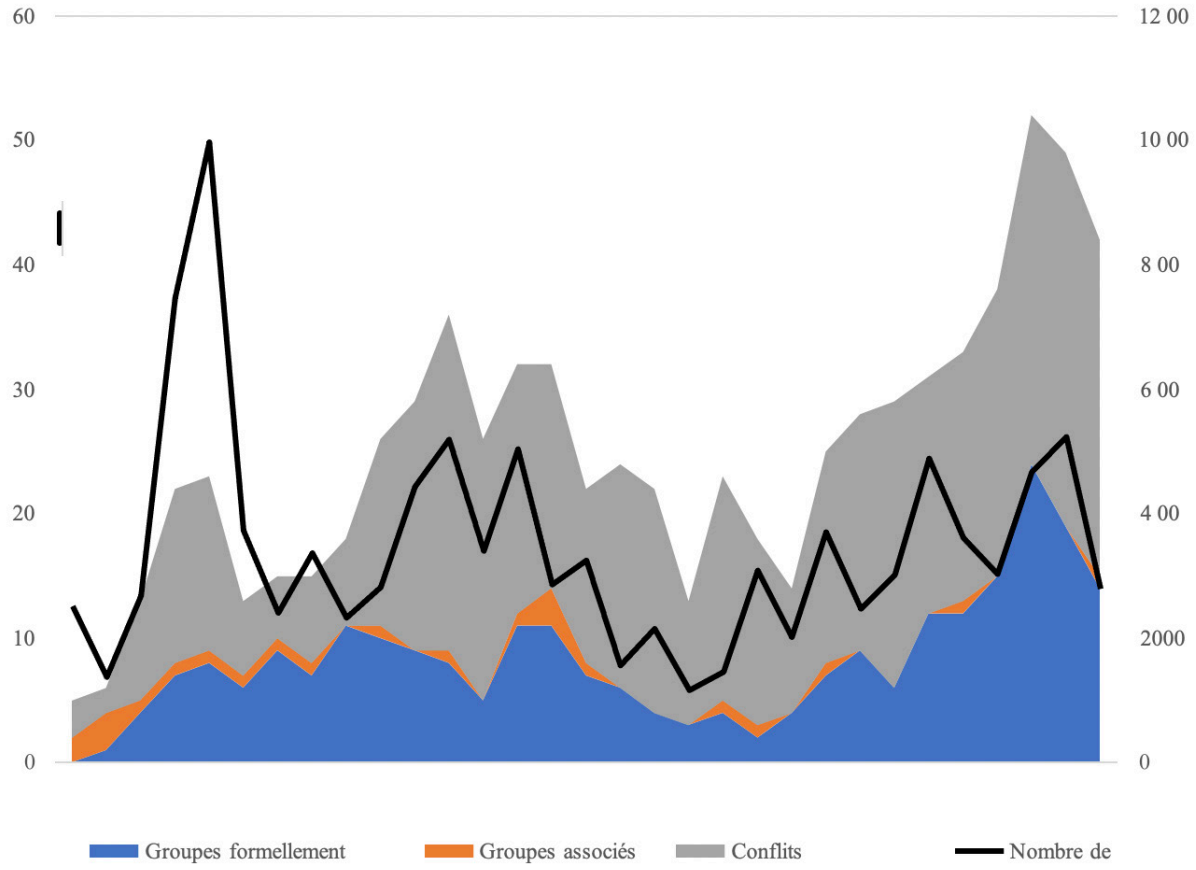
Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

La figure 7 compare le nombre de morts liées aux combats en Afrique entre 2018 et 2019. De manière générale, le nombre total de morts liées aux conflits a baissé après un pic au début des années 1990 ; cette baisse s'est accentuée au cours des dernières années. Toutefois, l'Afrique continue d'enregistrer la majeure partie des décès dus à des conflits recensés dans le monde, en raison de plusieurs conflits prolongés ou cycliques qui touchent les mêmes pays ou régions depuis des décennies. Comme on l'observe à la figure 7 ci-dessus, le Niger, le Nigéria et la Somalie figurent parmi les pays d'Afrique subsaharienne qui enregistrent le plus grand nombre de décès. La Somalie reste la plus durement touchée, malgré une légère amélioration de la situation.

4.1.1 Conflits non étatiques

Bien que l'illustration ci-dessus expose l'importance des conflits armés conventionnels en Afrique, d'autres types de conflits sont également problématiques pour le continent. Les conflits non étatiques constituent l'une des principales formes de violence auxquelles sont confrontés les pays d'Afrique. L'UCDP collecte également des données sur ce type de conflit, qui désigne un conflit violent entre deux groupes organisés non étatiques ayant entraîné la mort d'au moins 25 personnes en une année calendaire.

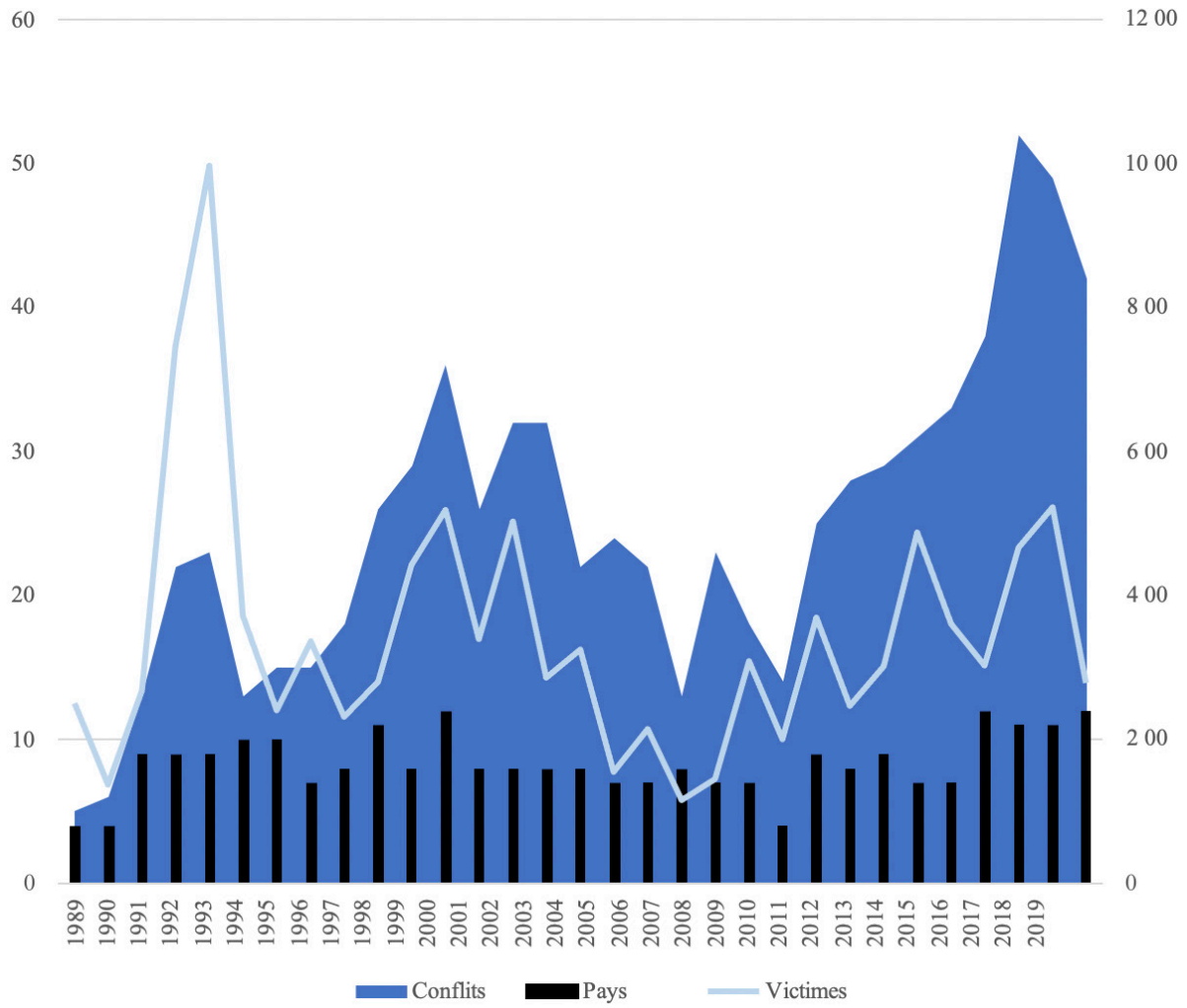
FIGURE 8 : Conflits non étatiques en Afrique, par type de conflit, 1989-2019



Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

Comme l'illustre la figure 8, les conflits de cette nature se sont multipliés au cours des dix dernières années, et l'Afrique demeure le continent le plus touché par des conflits non étatiques. La région a toutefois enregistré une légère baisse du nombre de ces conflits, passant de 19 conflits non étatiques entre des groupes formels en 2018 à 14 en 2019. La même année, l'Afrique a également observé une baisse du nombre de décès liés aux conflits non étatiques recensés, passant de 5 228 décès en 2018 à 2 791 en 2019, soit le nombre le plus bas depuis 2012.

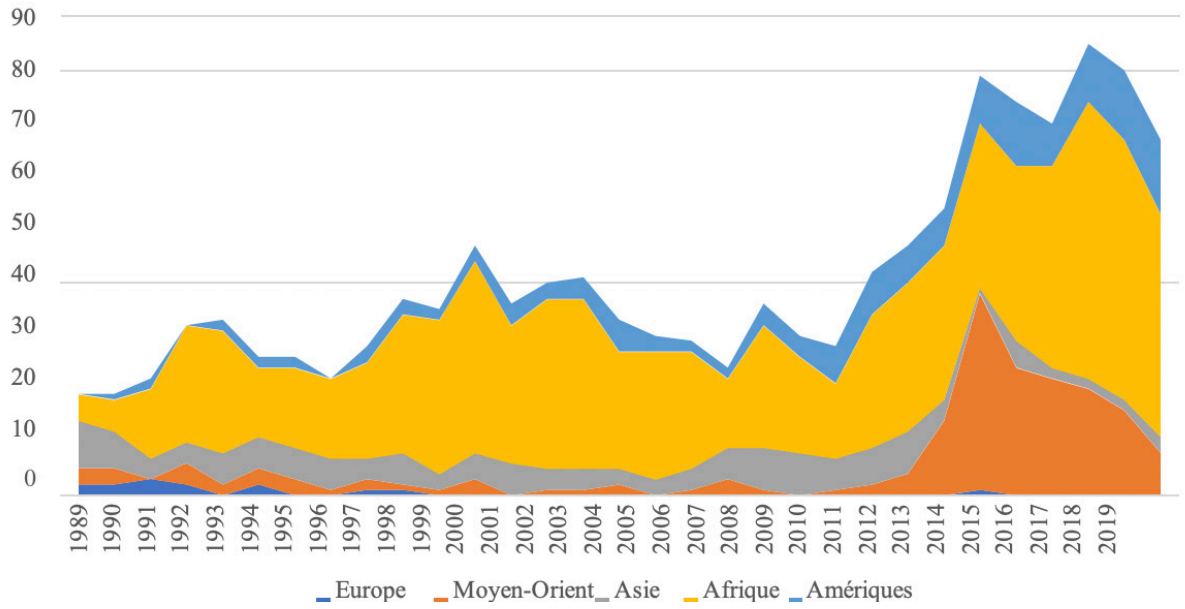
FIGURE 9 : CONFLITS non étatiques, nombre de pays et de morts liées aux combats en Afrique, 1989-2019



Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

Alors que la figure 9 illustre, d'une part, l'évolution du nombre de conflits non étatiques, de pays touchés par cette forme de conflit et de morts liées aux combats, la figure 10 présente, d'autre part, la répartition des conflits non étatiques par région entre 1989 et 2019.

FIGURE 10 : Nombre total de conflits non étatiques, par région, 1989-2019

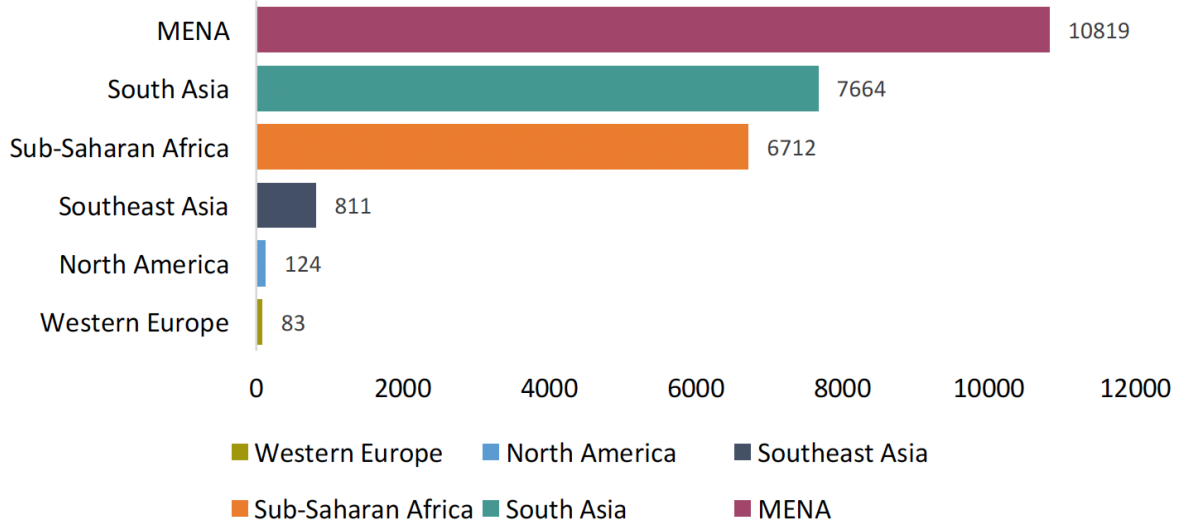


Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

4.1.2 Violence unilatérale : terrorisme extrémiste

La violence unilatérale désigne la violence perpétrée à l'encontre des civils par un groupe formellement organisé, qui peut être un acteur étatique ou non étatique. Cette forme de conflit s'est considérablement accrue en Afrique depuis 2012. Ces dernières années en particulier, le continent a fait face à une augmentation rapide de l'activité des groupes islamistes militants (voir la figure 11 ci-dessous). Cette forme de violence, en particulier dans l'ouest du continent, a reçu une attention considérable de la part de la communauté internationale. Les attaques, concentrées dans les pays de l'ouest du Sahel tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger, sont perpétrées par des organisations terroristes telles que Boko Haram, des groupes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et les Touareg (Le Roux, 2019).

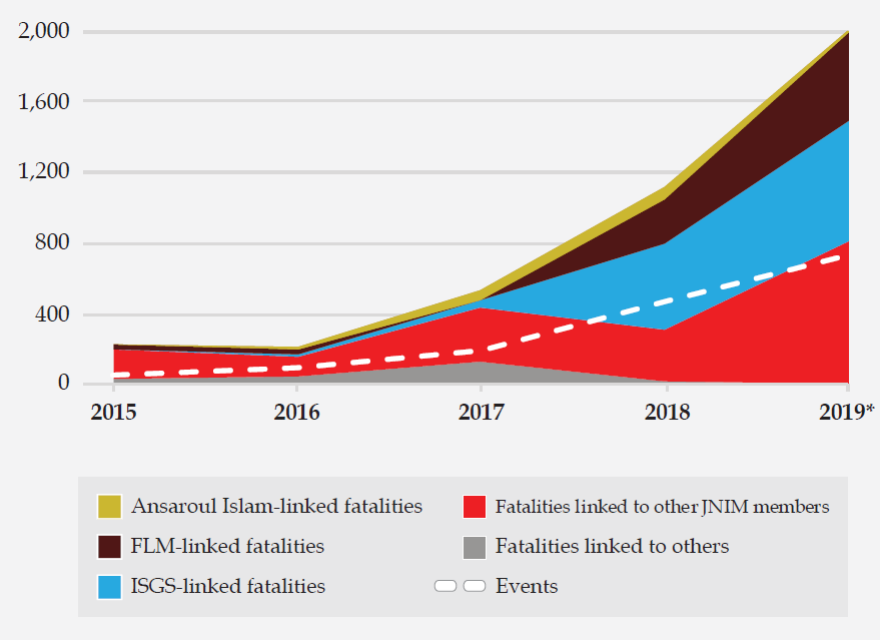
FIGURE 11 : Répartition des morts liées à des actes terroristes confirmées, en 2017 et par région (y compris les victimes et les assaillants décédés à la suite des incidents)



Source : Base de données sur le terrorisme mondial (2018)

Les autorités nationales des pays concernés, déjà confrontés à une situation suffisamment complexe et difficile, doivent également faire face à d'autres menaces croissantes émanant de plusieurs milices d'autodéfense et organisations criminelles présentes dans la région du Sahel.

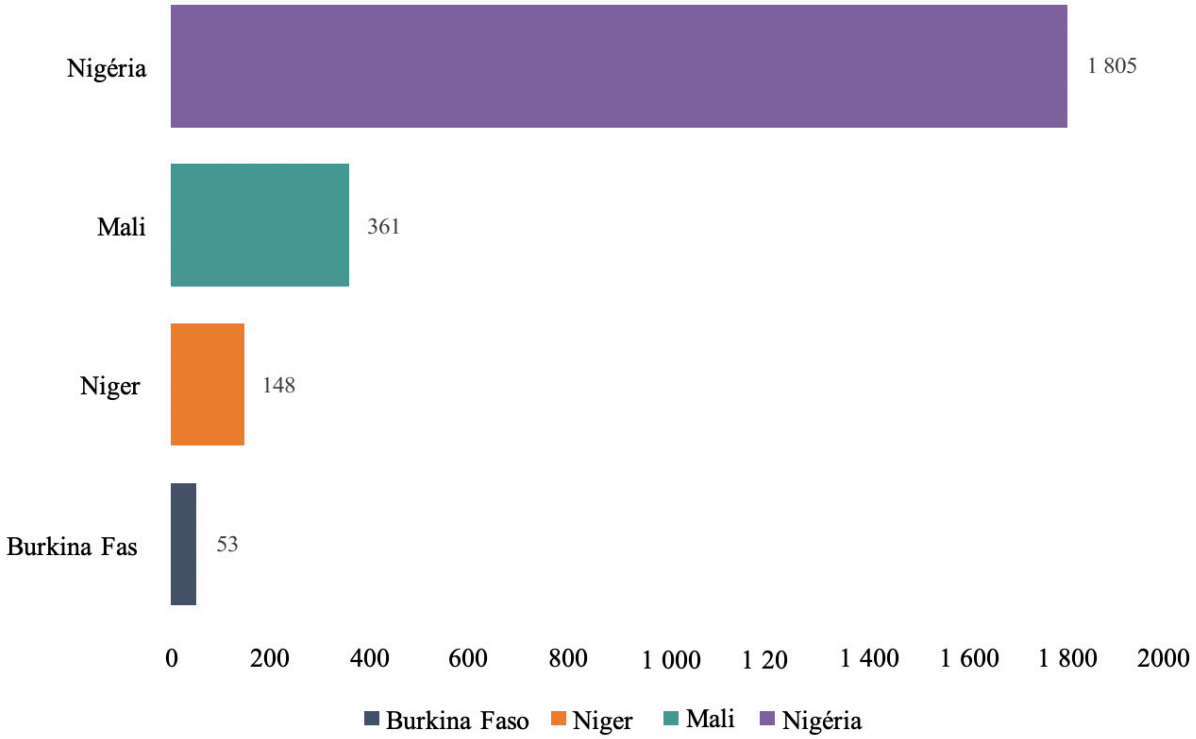
FIGURE 12 : Évolution des actes commis par les groupes islamistes militants au Sahel, 2015-2019



Source : Le Roux (2019). Source des données : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)

Depuis 2015, non seulement le nombre d'incidents violents impliquant des groupes jihadistes militants au Sahel a doublé, mais ces incidents ont également fait davantage de victimes. Dans un rapport récent, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a indiqué qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger en particulier, le nombre de victimes liées à des actes terroristes avait doublé par rapport à 2016, « avec plus de 4 000 décès recensés sur la seule année 2019, en comparaison avec quelque 770 décès trois ans plus tôt » (ONU Info, 2020).

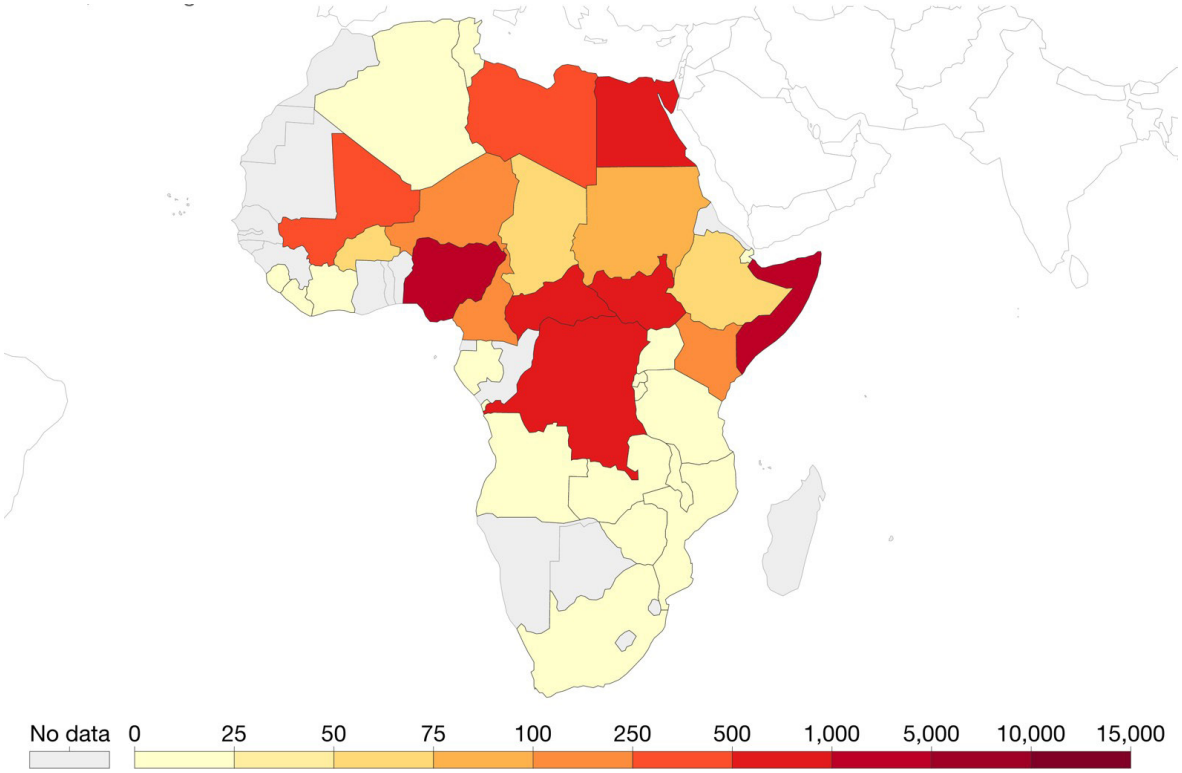
FIGURE 13: Morts liées à des actes terroristes en 2017 au Sahel (y compris les victimes et les assaillants décédés à la suite des incidents)



Source : Base de données sur le terrorisme mondial (2018)

Un autre rapport a indiqué que, pour la seule année 2019, cette région fragile a connu plus de 700 incidents violents provoquant la mort d'un très grand nombre de personnes (Le Roux, 2019). Comme le souligne Coleman (2020), « le nombre et la létalité des attaques perpétrées au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont augmenté de façon exponentielle l'année dernière. Le Burkina Faso a enregistré à lui seul une hausse de 2 150 % des décès dus à des attaques terroristes entre 2018 et 2019 ».

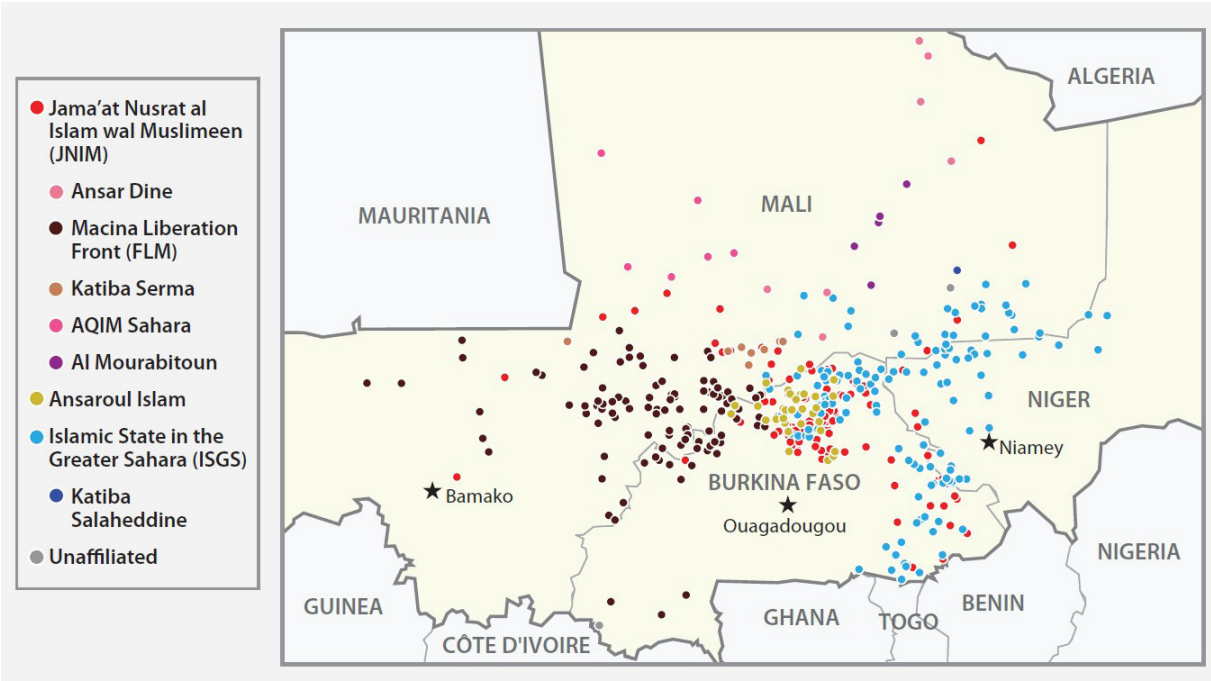
FIGURE 14 : Carte des morts liées à des actes terroristes confirmées en Afrique, 2017 (y compris les victimes et les assaillants décédés à la suite des incidents)



Source : Base de données sur le terrorisme mondial (2018)

Ces incidents violents ont touché plus de 900 000 personnes dans la région, dont 500 000 uniquement au Burkina Faso en 2019 (Le Roux, 2019). Les attaques, qui frappaient auparavant le Mali, visent désormais le Burkina Faso et d'autres zones de l'Afrique de l'Ouest. Cette évolution n'a pas seulement accru l'insécurité globale, elle a également provoqué une augmentation du nombre de personnes déplacées. Au cours de sa première réunion officielle de l'année, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, a indiqué au Conseil de sécurité que la région du Liptako avait enregistré une hausse des déplacements, et que ce chiffre « avait été multiplié par dix pour atteindre près d'un demi-million de personnes, en plus des quelque 25 000 personnes réfugiées dans d'autres pays » (ONU Info, 2020).

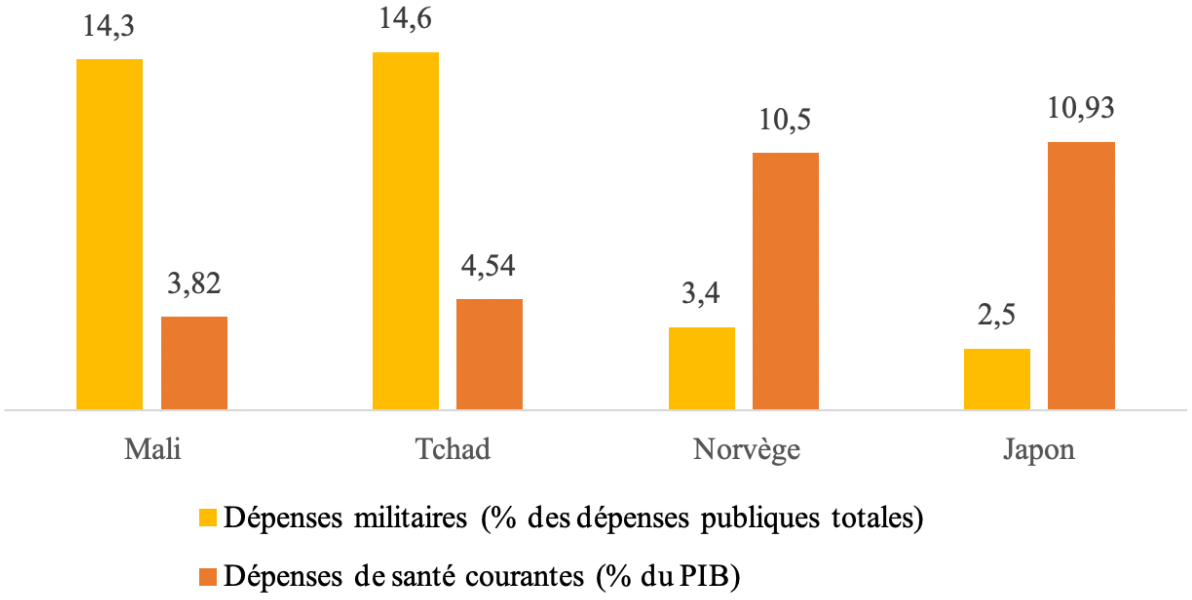
FIGURE 15 : Évolution des conflits violents en lien avec des groupes jihadistes au Sahel



Source : Le Roux (2019). Source des données : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)

Malgré la mise en place de cadres et d'aides internationales et locales en faveur de la sécurité, peu de progrès ont été accomplis pour résoudre cette crise violente. Coleman (2020) fait le même constat et affirme qu'en dépit du soutien de la communauté internationale (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, opérations dirigées par l'UE, telles que l'opération Barkhane, etc.), « le JNIM, l'EIGS et d'autres groupes extrémistes semblent gagner du terrain en exploitant des problèmes de longue date qui existent dans la région : la mauvaise gouvernance, la négligence perçue dans de vastes étendues de territoire et les tensions interethniques existantes (souvent générées par la rareté des ressources) ». Dans le même temps, les efforts visant à contrer la hausse de la violence extrémiste déployés par les autorités du Burkina Faso, du Mali et du Niger à l'échelle nationale et locale ont cherché à mobiliser et à renforcer les structures de sécurité dans leurs pays. Plus spécifiquement, les budgets nationaux consacrés aux forces de sécurité ont doublé au cours des dernières années, passant de 5,4 % à 10,6 % des dépenses publiques en moyenne dans ces trois pays (Le Roux, 2019). Comme le souligne l'universitaire, « cela équivaut à une hausse de près de 540 millions d'euros (600 millions de dollars) des dépenses militaires pour ces trois pays » (Le Roux, 2019 : 1). L'escalade continue des actes de violence extrémiste a sapé les diverses actions menées par les autorités en faveur du développement.

FIGURE 16 : Comparaison des dépenses publiques dans le secteur militaire et le secteur de la santé



Source des données : Banque mondiale (2020)

Les causes profondes de la hausse de la radicalisation et de l'extrémisme violent ont souvent été associées à la poussée démographique des jeunes et à l'incapacité des gouvernements à répondre efficacement à leurs diverses revendications politiques et économiques. Ce facteur est expliqué plus en détail ci-après. Les groupes extrémistes ont quant à eux su tirer parti des frustrations locales, nourries par des discours centrés sur la marginalisation exercée par les gouvernements centraux, pour radicaliser et recruter efficacement des jeunes individus issus de différentes communautés. En ce qui concerne les groupes comme les Touaregs, dans le cas du Mali, le charisme des chefs, associé à la persuasion idéologique et à l'engagement local ont attiré de nombreux jeunes partisans à leurs causes (Le Roux, 2019). Comme le souligne l'auteur, « le vide laissé par le départ de nombreux services de l'État a donné davantage d'influence aux groupes, et leur a permis par endroits d'asseoir leur influence » (2019 : 3).

4.2 Le contexte africain : démographie et facteurs socioéconomiques

4.2.1 Définition des jeunes

Les statistiques démographiques ne montrent pas uniquement une différence marquée entre les structures démographiques des pays développés et celles des pays moins avancés. Elles mettent également en évidence le fait qu'environ 98 % de la croissance de la population mondiale au cours des prochaines décennies surviendra dans les pays les moins avancées. En d'autres termes, les populations de ces pays figurent parmi les plus jeunes, et dans certains pays moins avancés, la proportion de jeunes âgés de moins de 30 ans peut atteindre les deux tiers de la population totale (Lazar, 2017). De manière générale, la forte croissance démographique résulte d'un taux de fécondité supérieur au taux de mortalité, tel qu'on l'observe dans les pyramides des âges classiques, comme celle de l'Afrique de l'Ouest illustrée à la page 16. L'Afrique demeure le continent qui affiche le taux de fécondité le plus élevé et compte les populations les plus jeunes au monde.

FIGURE 17 : Dynamique des populations par région

Populations of the major world regions in 2050 and 2100 under different assumptions
(United Nations, 2019) (in millions)

	2050			2100		
	Fertility variant			Fertility variant		
	Medium	Low	Instant-replace-ment*	Medium	Low	Instant-replace-ment*
World	**9,735**	**8,907**	**9,418**	**10,875**	**7,322**	**10,415**
Sub-Saharan Africa	2,118	1,944	1,557	3,775	2,683	1,879
Rest of Africa	372	340	327	505	348	380
Asia	5,290	4,832	5,460	4,719	3,025	5,764
Europe	710	655	763	630	428	831
Latin America and Caribbean	762	693	804	680	434	886
North America	425	391	450	491	350	598
Oceania	57	53	57	75	54	78

* Immediate transition (in 2020) to replacement level fertility.
Source: United Nations [2].

Source : Leridon (2020)

Malgré la baisse du taux de fécondité dans plusieurs pays d'Afrique au cours des deux dernières décennies, la fécondité élevée constitue toujours un facteur déterminant dans la croissance rapide de la population africaine. Par exemple, alors que le taux de fécondité moyen des femmes européennes atteint à peine 1,6, en Afrique, elle est de 4,5 enfants par femme (Pison, 2017). D'après les données démographiques des Nations Unies, la population du continent devrait être multipliée par quatre d'ici 2050 par rapport à 2020 (Nations Unies, 2020).

4.2.2 4.2.1.1 Poussée démographique des jeunes en Afrique

L'Afrique est la région qui compte de loin la plus grande population relative de jeunes. Le nombre de jeunes continue de croître sur le continent, qui devrait voir sa population de jeunes augmenter de 42 % entre 2020 et 2030. Cette croissance devrait se poursuivre jusqu'à la fin du XXIe siècle (ONU, 2015). En 2020, l'âge médian de la population africaine est d'environ 19,8 ans, et l'âge médian le plus bas, de 15,1 ans, devrait être enregistré dans les pays du Sahel, notamment au Niger. Si les projections à long terme sont exactes, la population de jeunes en Afrique devrait bientôt correspondre au double de l'ensemble de la population européenne. Ainsi, avec un tiers de sa population âgée de moins de 34 ans, les jeunes sont considérés comme la ressource la plus importante du continent (Fondation Mo Ibrahim, 2019). Bien gérée, cette situation permettrait à l'Afrique de bénéficier d'avantages démographiques considérables, à savoir un « dividende démographique » découlant de la part majoritaire des jeunes dans la population. Toutefois, pour que l'Afrique parvienne à assurer à sa jeunesse un environnement plus favorable et de meilleures conditions, afin de faire progresser son niveau de capital humain, il est indispensable qu'elle réalise des progrès dans certains secteurs, notamment l'éducation, la santé et l'emploi. Pourtant, le continent ne semble pas encore avoir trouvé de moyens efficaces d'exploiter ce potentiel.

4.2.3 Niveau d'instruction

Dans de nombreux pays africains, les structures éducatives demeurent insuffisantes ; elles laissent de côté une grande partie de la population, qui n'a pas accès à l'éducation de base. L'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) de 2018 a révélé que la moitié des pays du continent, soit 27 pays, avaient signalé une détérioration de leur système éducatif entre 2013 et 2017. Cela signifie que la majorité de la population africaine est confrontée à une baisse de la qualité de l'éducation (Fondation Mo Ibrahim, 2019). D'après un rapport des Nations Unies, dans certains pays, moins de 80 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans savent lire et écrire. Dans des pays tels que le Niger, dans lequel la population de jeunes devrait croître de 96 % au cours des 15 prochaines années (à compter de 2015), seuls 24 % des jeunes savaient lire et écrire en 2014. Ces tendances prévoyant une croissance rapide de la population de jeunes, associée à de faibles taux d'alphabétisme, peuvent être observées notamment au Burkina Faso, au Mali et au Nigéria (ONU, 2015). Comme le souligne ce dernier rapport, « l'insuffisance des investissements dans la santé et l'éducation des jeunes limite leur capacité à réaliser pleinement leur potentiel productif et à contribuer au développement économique ». Par ailleurs, « en Afrique subsaharienne, à peine 1,1 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans ont bénéficié d'un programme de formation professionnelle en 2017 » (Fondation Mo Ibrahim, 2019). Cette dynamique défavorable, associée à un accès restreint aux programmes qui préparent les jeunes à l'emploi, ainsi qu'à d'autres formes de transition, a des conséquences particulièrement

dommageables pour l'obtention d'un « dividende démographique » et le développement économique du continent. Ce décalage entre le système éducatif et les besoins du marché du travail, évident sur l'ensemble du continent, est à l'origine d'un taux de chômage record chez les jeunes.

4.2.4 Chômage et situation d'attente

L'incapacité du continent à gérer efficacement sa population croissante de jeunes et à lui garantir l'accès à des systèmes éducatifs adaptés a contribué à faire de l'Afrique l'un des continents où le taux de chômage chez les jeunes est le plus élevé. Comme le souligne le rapport, « sur le continent, le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans ayant un niveau d'éducation supérieure est souvent plus élevé que celui des personnes ayant un simple niveau élémentaire » (Fondation Mo Ibrahim, 2019 : 1). Au Mali, par exemple, « plus de la moitié (55,6 %) des jeunes âgés de 15 à 24 ans ayant un niveau d'éducation supérieure sont au chômage, contre 3,3 % des personnes ayant un simple niveau élémentaire » (Fondation Mo Ibrahim, 2019). Le manque de dispositifs de protection sociale et d'emplois formels contraint de nombreux jeunes africains à trouver d'autres sources de revenus dans les secteurs informels pour assurer leur survie. En d'autres termes, les emplois informels sont davantage la norme que l'exception pour ces jeunes actifs, et le secteur informel représente une grande partie de l'économie nationale dans plusieurs de ces pays.

L'une des conséquences de cette situation est que les taux de chômage ne reflètent souvent pas la réalité du marché du travail. Une autre conséquence du chômage et de la pauvreté est un retard dans le passage à l'âge adulte : les jeunes se retrouvent dans une situation d'attente qui nuit à leur indépendance financière. Un sondage réalisé par Afrobaromètre révèle que l'absence de revenus réguliers demeure l'une des principales difficultés auxquelles les jeunes Africains sont confrontés aujourd'hui. Près de 37 % des répondants âgés de 18 à 35 ans ont affirmé n'avoir perçu aucun revenu à de nombreuses reprises (Fondation Mo Ibrahim, 2019). Par ailleurs, la proportion de jeunes actifs compte parmi les plus faibles au monde, tant pour les femmes que pour les hommes. Le manque d'accès à l'éducation et à la formation dont souffrent les filles et les jeunes femmes les empêche en outre d'effectuer des études supérieures et de trouver un emploi formel. Pour parvenir au développement durable et à l'égalité des sexes en Afrique, l'autonomisation des femmes et des filles, le respect de leurs droits et l'investissement dans leur capital humain doivent être pris au sérieux et considérés comme un composant essentiel du processus de développement global.

Néanmoins, compte tenu du taux de chômage particulièrement élevé et de la faible participation des jeunes à la main-d'œuvre, il est probable qu'un grand nombre des jeunes exclus du marché du travail formel, quel que soit leur sexe, ne cherchent pas activement un emploi car ils n'ont aucun espoir d'en trouver un. Le fait que de nombreux jeunes africains estiment que leur propre gouvernement ne déploie pas suffisamment d'efforts pour lutter contre le chômage souligne la nécessité pour les autorités de réfléchir à ce problème et de prendre des mesures plus décisives afin de renverser la tendance pour que le continent bénéficie enfin de ses importantes populations de jeunes. L'évolution de la situation semble, à ce jour, indiquer que la non-exploitation prolongée de cette synergie offerte par les jeunes pourrait, à long terme, contribuer à accroître l'instabilité politique. Ainsi, les groupes extrémistes et les autres difficultés socioéconomiques, notamment la migration, pourraient saper les progrès qui seront accomplis sur le continent.

4.3 Poussée démographique des jeunes et conflits en Afrique

Une étude menée par Population Action International entre 1970 et 1999 portant sur la relation entre la structure démographique, les conflits armés, la croissance économique et la démocratisation a non seulement révélé qu'il existait un lien solide entre la structure démographique et la démocratie, mais également que « les pays comptant au moins 67 % d'habitants âgés de moins de 30 ans étaient 26 % plus susceptibles d'être confrontés à une guerre civile entre 1970 et 1999 » (Sciubba, 2011 : 22). Urdal (2006) estime que le risque de guerre civile est 150 % plus élevé lorsque la population de jeunes d'un pays dépasse 35 % de la population adulte totale par rapport aux pays dont la structure démographique correspond à la moyenne de l'OCDE.

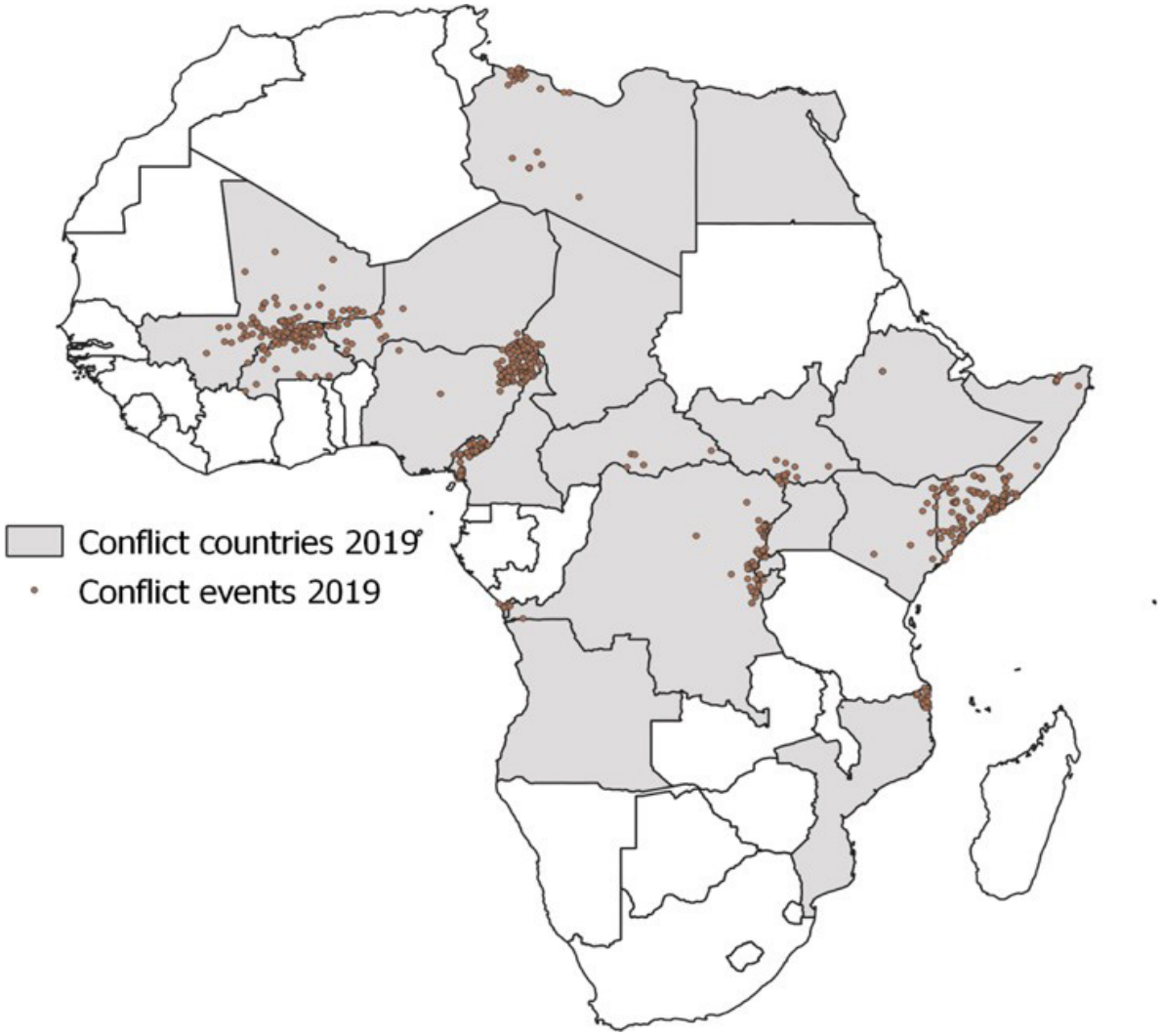
FIGURE 18 : Correlation entre démographie, développement et sécurité

Pourcentage de la population âgée de 0 à 29 ans	Probabilité de guerre civile (%)	Probabilité de régime pleinement démocratique (%)	Croissance du PIB médiane moyenne
67 +	26	13	3.6
60-67	15	21	3.1
45-60	9	74	3.6
30-45	6	83	2.4

Source : Leahy, E., Engelman, R., Vogel, G. C., Haddock, S. et Preston, T. (2007), cité par Sciubba, J. (2011 : 22).

Ces conclusions ont des conséquences considérables pour les États africains sur le plan politique. En effet, elles laissent penser que les gouvernements privilégiant la promotion de la paix, de la démocratie et du développement risquent d'être confrontés à des problèmes de sécurité bien réels découlant de la proportion importante de jeunes dans leur population : ces jeunes pourraient compromettre les perspectives de développement s'ils ne sont pas correctement gérés. Ce phénomène s'explique par le fait que, en tant que personnes à charge, les enfants ne sont guère en mesure de contribuer financièrement au bien-être de leur famille, et encore moins à la croissance économique de leur nation. Pour remédier à cette situation, il est nécessaire de « répondre à leurs besoins élémentaires, de leur fournir un accès à l'éducation et de leur donner l'espoir de trouver un emploi lorsqu'ils seront en âge de travailler. Devenus des jeunes adultes, ils pourront alors jouer un rôle de premier plan dans l'économie de leur pays et, ainsi, dans son développement et sa sécurité au sens large » (Sciubba, 2011 : 22). Par ailleurs, une structure démographique jeune comprend souvent tant les enfants que les jeunes adultes, mais les chercheurs s'intéressent souvent davantage aux jeunes âgés de 15 à 29 ans. Cette préférence tient au fait qu'à cet âge, la majorité des jeunes sont actifs sur le plan politique, social et économique ; ils peuvent donc exercer sur la sécurité nationale une influence dont les plus jeunes ne disposent pas. En outre, à l'adolescence, la plupart des jeunes cherchent à faire des études, à trouver un emploi, à se marier et à fonder leur propre famille. La carte ci-dessous (figure 19) illustre les tendances en matière de conflits étatiques et présente tant les pays en proie aux conflits que les incidents en lien avec des conflits. Elle vise à montrer que les conflits peuvent être très localisés, même si nous en parlons à l'échelle nationale.

FIGURE 19 : **Incidents en lien avec des conflits et pays touchés en Afrique, 2019**



Source des données : Palik et Rustad (2020) ; source des données : UCDP (2020)

Toutefois, une structure démographique essentiellement jeune peut limiter ces possibilités socioéconomiques et politiques ; de nombreux pays d'Afrique sont actuellement concernés par cette situation. Les obstacles rencontrés pour satisfaire aux besoins élémentaires, tels que l'accès à l'éducation et à l'emploi et la fondation d'une famille, ont retardé le passage à l'âge adulte de nombreux jeunes hommes (Dhillon, Dyer et Yousef, 2009). Les chercheurs se sont appuyés sur le cas de l'Afrique du Nord pour montrer dans quelle mesure l'incapacité de ces États à répondre aux besoins de leur population croissante, en particulier des jeunes, en garantissant l'accès à des ressources fondamentales telles que l'éducation gratuite, des services de santé de qualité, des perspectives d'emploi stable et la possibilité de prendre part à la vie politique, a contraint un grand nombre d'individus à retarder leur passage à l'âge adulte et, involontairement, la fondation de leur propre famille. Ils soutiennent que, contrairement aux idées reçues, les jeunes hommes vivant dans cette région de l'Afrique ont l'un des taux de nuptialité les plus bas des pays les moins avancés : seuls 50 % des hommes âgés de 24 à 29 ans sont mariés. Cela nous amène à la section suivante, dans laquelle nous examinerons la situation au Sahel afin d'identifier les principaux problèmes en matière de démographie, de paix et de sécurité auxquels les pays de cette région sont confrontés.

4.3.1 Enjeux liés aux jeunes et à la sécurité au Sahel

En proie à de nombreuses difficultés, parmi lesquelles l'instabilité économique, la dégradation de l'environnement, le changement climatique, l'insécurité alimentaire, les conflits armés, le terrorisme et le crime organisé (trafic d'êtres humains, d'armes et de stupéfiants), la région du Sahel est au cœur des débats politiques internationaux (Danjibo, 2013). Sur le plan géographique, les conditions environnementales difficiles ont rendu certaines zones pratiquement inhabitables et représentent un obstacle à la sécurisation de la région. Cette situation est exacerbée par l'arrivée massive de migrants en provenance d'autres pays d'Afrique et la présence de groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda dans les régions du nord et d'autres groupes jihadistes, comme les forces séparatistes touarègues et Boko Haram (Lazar, 2017). Comptant certains des pays les plus démunis au monde, comme le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad, la région du Sahel demeure l'une des zones les moins développées et les plus complexes au monde. Agbiboa (2015 : 34) avance que « bien que la crise au Sahel n'ait pas eu les mêmes répercussions dans chaque pays, les dynamiques sous-régionales générales révèlent que certaines questions transversales concernent tous les pays ». La présence de forces de sécurité conjointes internationales et bilatérales, telles que le G5 Sahel, financée par plusieurs pays d'Europe dont la France, complique encore davantage la situation. Ces cadres de sécurité visent à fournir des services de sécurité afin de lutter contre les menaces croissantes pour la sécurité transnationale dans la région.

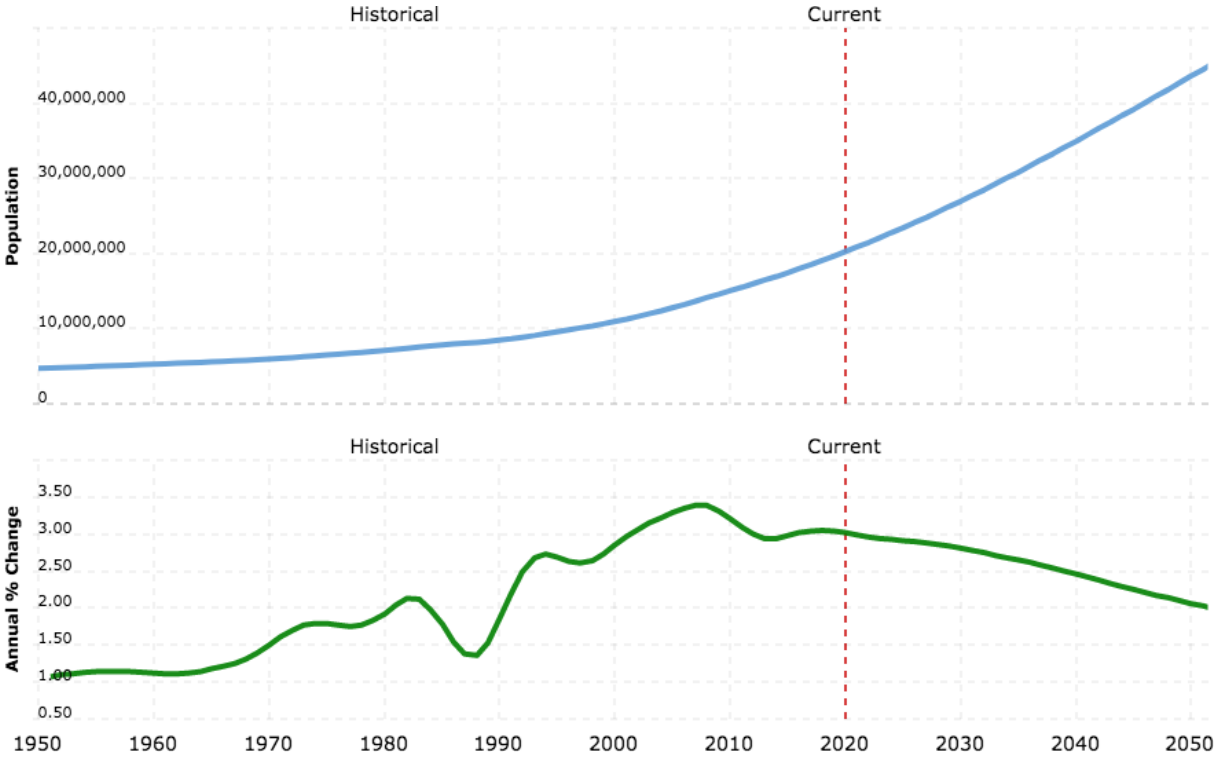
La mise en place de ces mécanismes n'a toutefois pour l'instant pas permis d'apporter des solutions efficaces aux problèmes de sécurité, ce qui laisse penser qu'une approche plus globale est nécessaire pour faire face au climat d'insécurité généralisée et remédier à la fragilité du Sahel. Pour y parvenir, il faudrait se concentrer sur les principales causes structurelles des conflits, tant politiques que socioéconomiques, plutôt que de se reposer sur la stratégie actuelle, centrée sur la recherche d'une solution militaire, qui n'a été que peu concluante (Ikelegbe et Garuba, 2011). Comme le suggère Agbiboa (2015 : 34), « il est essentiel de mettre au point des stratégies transmettant des messages rassurants aux populations menacées vivant dans ces pays du Sahel, en particulier aux jeunes qui constituent la grande majorité des habitants ». Ainsi, de nombreux chercheurs ont affirmé que les principaux facteurs favorisant l'instabilité au Sahel étaient la forte proportion de jeunes et l'incapacité des gouvernements à assurer l'intégration économique (perspectives d'éducation et d'emploi), politique (démocratie) et sociale (mariage) de ce segment de la population. Le manque d'opportunités professionnelles et l'incapacité financière de subvenir à leurs propres besoins ou de se marier favorisent le basculement de bon nombre de ces jeunes dans la délinquance ou d'autres formes de violence. S'appuyant sur le cas du nord du Mali, l'un des pays du Sahel dont la croissance est la plus rapide et la population la plus jeune, la section suivante explique en détail dans quelle mesure les dynamiques démographiques, telles qu'une structure démographique essentiellement jeune, augmentent les risques de problèmes de sécurité.

4.3.1.1 Nord du Mali : jeunesse et conflits

Le Mali, pays du Sahel dont la croissance économique ne cesse de ralentir, présente un taux de fécondité élevé, atteignant 5,92 enfants par femme, et une population de 20 millions d'habitants (un chiffre en hausse de 3,02 % par rapport à 2019). La proportion de jeunes dans la population nationale est donc l'une des plus importantes de la région. Le pays, en proie à certains des problèmes de sécurité les plus complexes (terrorisme, par exemple), devrait voir sa population augmenter jusqu'à 40 millions d'habitants d'ici 2050

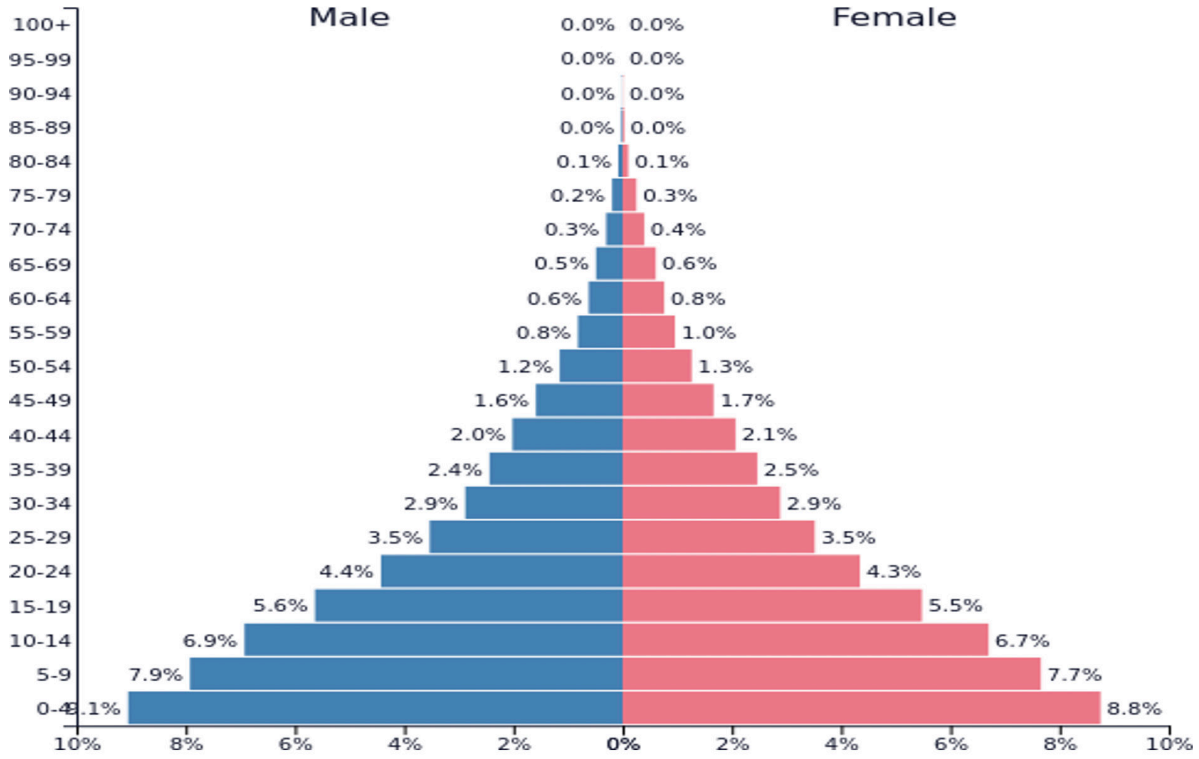
(Macrotrends, 2020). Le gouvernement du pays, considéré comme l'un des États les plus pauvres et les plus fragiles au monde, a eu du mal à gérer efficacement la pression démographique croissante. En raison d'une mauvaise gouvernance et de l'incapacité de l'État à satisfaire des besoins élémentaires tels que l'éducation, la santé, l'alimentation et la stabilité des emplois, la majorité de la population se sent exclue de la vie politique et marginalisée sur le plan économique. À l'instar de ses pays voisins, le Mali a une population essentiellement composée de jeunes. Cette tendance démographique s'explique par un taux de fécondité élevé, tel que décrit précédemment. La plupart de ces jeunes sont souvent sans emploi et ne peuvent se marier en raison d'un marché du travail défavorable. Agbiboa (2015 : 38) mentionne une étude menée dans le cadre de la rédaction du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du Mali, qui révèle qu'en 2015, près de « 300 000 jeunes entrent sur le marché du travail chaque année, mais [que] la grande majorité d'entre eux ne trouve pas d'emploi ». La courbe bleue (figure 20) illustre l'évolution de la taille de la population jusqu'en 2050, tandis que la courbe verte montre la variation annuelle en pourcentage de la croissance de la population au cours de la même période. D'après la figure 20, la population malienne devrait croître de façon exceptionnelle entre 2020 et 2050. En revanche, la variation annuelle en pourcentage tend à diminuer.

FIGURE 20 : Tendance démographique au Mali



Source : Macrotrends (2020)

FIGURE 21 : Pyramide des âges au Mali, 2019

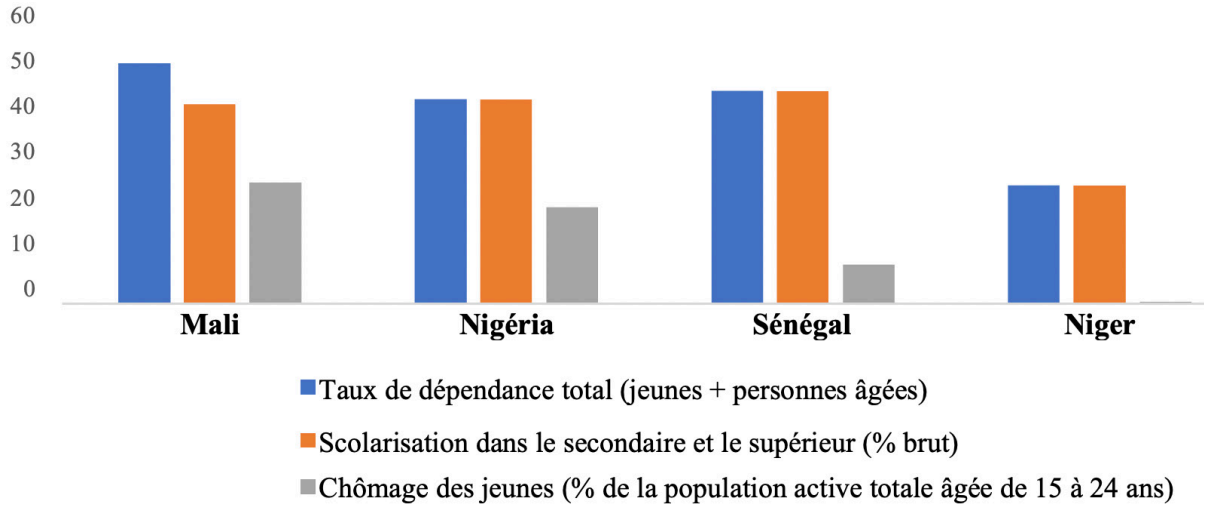


Source : Nations Unies et Population Pyramid (2020)

Compte tenu du fait que les jeunes constituent une grande part de la population du pays, le taux de chômage élevé risque d'aboutir à une hausse de la pauvreté et du mécontentement, en particulier dans les zones urbaines (Parlement européen, 2014). Cette situation est à l'origine de graves conséquences pour la sécurité nationale. Elle a en effet souvent donné lieu à des conflits violents (Danjibo, 2013). Le défi démographique, associé à l'instabilité économique et à la dégradation de l'environnement (sécheresse, etc.), n'a pas uniquement miné les perspectives de développement humain et économique du pays : il a également provoqué une montée en puissance du terrorisme et du crime organisé (par exemple, trafic de drogues, d'êtres humains et d'armes). En d'autres termes, le taux de chômage élevé, exacerbé par une gouvernance non inclusive, a permis l'émergence d'un extrémisme religieux problématique dans le pays. Dans de nombreux cas, les jeunes marginalisés en quête de perspectives d'emploi ont fait le choix de rejoindre un groupe terroriste avec pour seule motivation de financer leurs besoins sociaux, par exemple leur émigration ou leur mariage (Sommers, 2015 ; Lazar, 2017). Comme l'affirme ce dernier, « le terrorisme met en évidence le cycle de rétroaction entre la sécurité de l'État et la sécurité de l'individu. Il est logique que les fortes proportions de jeunes défavorisés et privés de leurs droits soient plus susceptibles d'intégrer un groupe terroriste » (Lazar, 2017 : 30).

4.4

TABLEAU 3 : Comparatif : éducation, chômage et taux de dépendance au Sahel



Source : Banque mondiale, 2020[1]

Par exemple, les mesures de sécurité mises en œuvre dans le nord du Mali, notamment dans les régions de Tombouctou, de Gao et de Kidal, connues pour leur pauvreté extrême, les difficultés posées par le changement climatique et l'absence du gouvernement, se sont fortement détériorées au cours des dernières années. Les évènements violents déplorables qui se sont déroulés dernièrement sont principalement dus au conflit prolongé opposant les groupes rebelles séparatistes touaregs, essentiellement composés de jeunes, au gouvernement malien. Certaines des principales revendications au cœur de la rébellion touarègue de 2007 concernent le chômage généralisé et l'abandon des jeunes touarègues, qui sont retournés chez eux après avoir suivi un entraînement militaire intensif. La majorité de ces jeunes ont été recrutés après avoir migré pour des raisons économiques en Afrique du Nord, en particulier en Libye, après la crise provoquée par la sécheresse dans les années 1980 (Ikelegbe et Garuba, 2011). D'autres revendications portent sur des « accusations d'exclusion et de discrimination ainsi que sur le manque de perspectives, de ressources et d'infrastructures » (Ismail *et al.* 2009 : 46). La marginalisation politique et le manque de perspectives d'emploi dans le nord du pays contraignent bien souvent les jeunes à migrer vers d'autres régions de l'Afrique ou, en dernier ressort, vers l'Europe, malgré les violences qui dévastent la Libye et les dangers que représente la traversée de la mer Méditerranée (Ismail *et al.*, 2009).

En résumé, les conséquences de la présence de grandes cohortes de jeunes, associée à l'insuffisance de développement et aux revendications premières qui trouvent leur origine dans les années 1960, à l'époque coloniale française, ont entraîné une multiplication des problèmes de sécurité au Mali. Le gouvernement central peine à contenir ou à écarter efficacement les menaces. En outre, la présence d'autres groupes terroristes comme Al-Qaïda, la pression exercée par les acteurs externes, tels que l'initiative américaine Pan-Sahel de lutte contre le terrorisme, et les activités des multinationales françaises et européennes comme Areva, se sont ajoutées aux « facteurs extrinsèques et au nœud des relations dans les conflits, qui ont placé les jeunes au centre des tirs croisés » (Ikelegbe et Garuba, 2011 : 107).

1 La Banque mondiale ne fournit aucune statistique relative au chômage au Niger.

5 CADRE STATISTIQUE ET ANALYSES

5.1 Données et modèle

Les principales analyses empiriques présentées dans ce rapport reposent sur un modèle existant élaboré par Hegre *et al.* (2013) dans leur étude intitulée *Predicting Armed Conflict, 2010-2050*. Dans cette publication, les chercheurs « prévoient une évolution de l'incidence mondiale et régionale des conflits armés pour la période s'étalant de 2010 à 2050 » (2013 : 250). Les prévisions du modèle sont fondées sur des estimations issues d'un ensemble de données transversales (1970-2009), avec des données prévisionnelles jusqu'en 2050. L'ensemble de données mondial couvre 169 années-pays. Les prévisions clés prennent en compte l'historique des conflits antérieurs et actuels, des détails sur ceux-ci, de l'état des conflits dans les pays voisins, des caractéristiques démographiques et des facteurs socioéconomiques. La sous-section suivante fournit des informations détaillées sur les variables explicatives utilisées dans les analyses empiriques et leur provenance.

5.2 Variables relatives aux conflits

Les données relatives au déclenchement des conflits proviennent de l'ensemble de données de l'UCDP/PRIO, actualisé en 2010, sur les conflits armés (Gleditsch, Wallensteen, Eriksson, Sollenberg et Strand, 2002 ; Themner et Wallensteen, 2011). Ainsi, cet ensemble de données « prend en compte deux types de conflits : les conflits mineurs, dont le nombre de morts liées aux combats dépasse le seuil de 25 victimes, mais reste inférieur à 1 000 morts par an, et les conflits majeurs, ayant entraîné la mort d'au moins 1 000 personnes par an ». Seules les guerres civiles sont prises en compte (les conflits interétatiques sont exclus), ainsi que les informations sur l'état des conflits à (t-1) : « pas de conflit, conflit mineur ou conflit majeur ». Par ailleurs, « pour comprendre l'impact de l'historique des conflits antérieurs, le logarithme du nombre d'années est également enregistré dans trois variables pour chacun des trois états jusqu'à *(t-2)* ». La situation dans les pays voisins est également prise en compte dans les analyses, car des études antérieures ont confirmé l'effet d'entraînement transfrontalier.

5.3 Poussée démographique des jeunes : définition opérationnelle

À l'instar d'autres publications transnationales élaborées ces dernières décennies, qui ont abordé la relation entre les problèmes de sécurité tels que les conflits armés et les structures démographiques jeunes, la mesure utilisée par Urdal (2006) est appliquée comme cadre de référence pour comprendre l'effet de cette poussée démographique sur les prévisions de conflits. En d'autres termes, le modèle utilisé dans le présent rapport pour prédire les futurs incidents conflictuels en Afrique, la poussée démographique des jeunes s'exprime en pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans par rapport à la population adulte totale (âgée d'au moins 15 ans). Cette définition nous renvoie à Urdal (2006), qui explique pourquoi cette mesure est plus précise que les autres. Dans son étude, il affirme que « la poussée démographique des jeunes sera sous-estimée dans les pays dont le taux de fécondité reste élevé en raison de la forte proportion d'habitants âgés de moins de 15 ans, qui fait baisser l'indicateur de poussée démographique. Parallèlement, la poussée démographique des pays dont le taux de fécondité est en baisse et la population âgée de moins de 15 ans est relativement faible sera surévaluée » (2006 : 615). Les données sur la répartition par âge proviennent des Nations Unies (ONU, 2007).

5.4 Éducation, taille de la population et mortalité infantile

Plusieurs études ont souligné l'impact considérable de l'éducation sur le risque de déclenchement d'un conflit. Il est communément admis que des niveaux plus élevés de scolarisation primaire et secondaire sont associés à un risque de conflit plus faible. Les données sur l'éducation utilisées dans l'analyse proviennent d'un ensemble de données pour la période 1970-2000 compilé par l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués. Des études montrent également qu'une population élevée est corrélée à un risque accru de conflit. Par conséquent, les pays dont la population est plus importante ont une probabilité plus élevée de connaître une guerre civile. Pour appréhender ce phénomène, le modèle comprend une mesure de la taille de la population (Hegre et Sambanis, 2006). En outre, de précédentes recherches ont montré que le niveau de développement (la pauvreté, par exemple) était l'une des principales causes de déclenchement d'un conflit civil (Cederman, Weidmann et Gleditsch, 2011). Par exemple, Gurr (1970) soutient que les « inégalités horizontales » relatives ou la répartition inégale de la richesse nationale, entre autres, sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les revendications d'ordre économique. Celles-ci peuvent aboutir à un ressentiment collectif dans la population générale à l'égard des riches élites minoritaires.

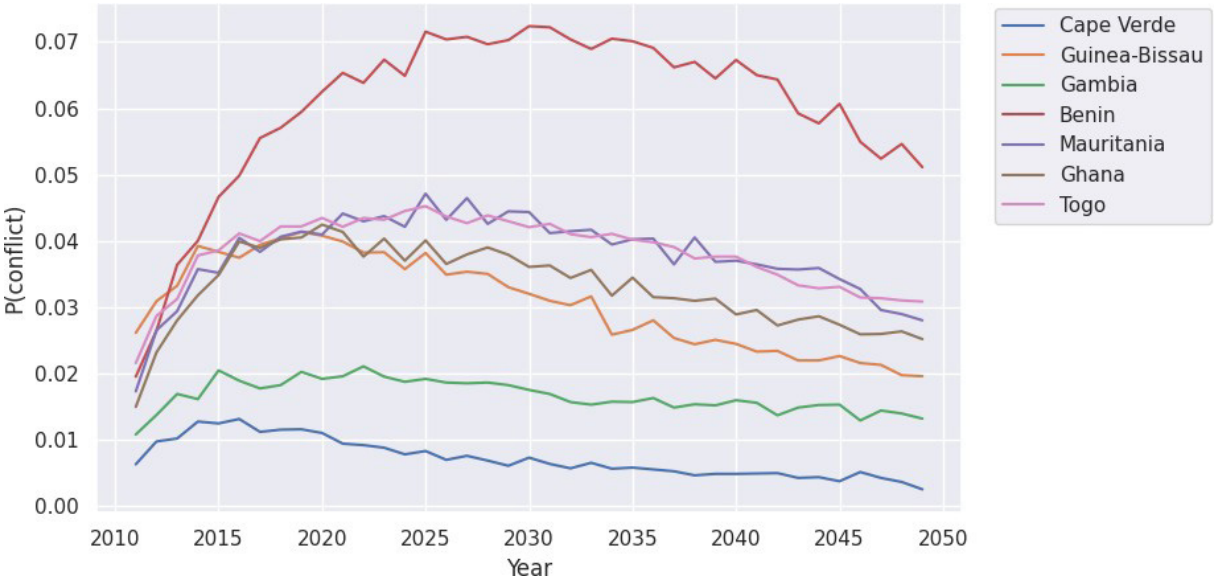
Étant donné que plusieurs aspects du développement peuvent fortement affecter les taux de fécondité et, par conséquent, la structure démographique, le niveau de développement est considéré comme un indicateur potentiel du déclenchement d'un conflit. Ainsi, pour évaluer indirectement la pauvreté ou le niveau de développement, le modèle s'appuie également sur le taux de mortalité infantile, qui désigne « la proportion d'enfants nés vivants décédés moins d'un an après leur naissance ». Par rapport à d'autres variables économiques générales comme le produit intérieur brut (PIB), le taux de mortalité infantile rend mieux compte des divers aspects du développement (Urdal, 2006). En plus d'être un bon indicateur indirect du niveau de développement d'un État, le taux de mortalité infantile permet également d'évaluer le niveau d'éducation et d'inégalités de genre, ainsi que le fonctionnement du système national de soins de santé (Sen, 1998). Les données relatives à la taille de la population totale et au taux de mortalité infantile proviennent de l'édition 2006 des *World Population Prospects* (ONU, 2007). Les clivages ethniques, la dépendance au pétrole et les caractéristiques des pays voisins constituent d'autres variables clés. Ces variables explicatives, qui servent à établir des prévisions jusqu'en 2050, couvrent les déterminants structurels les plus significatifs pouvant expliquer le risque d'un conflit armé violent, son déclenchement et sa durée.

D'après les chercheurs, les « prévisions sont obtenues en simulant le comportement de la variable découlant des estimations de ce modèle » (2013 : 250). Les projections pour la période 2011-2050 issues de World Population Prospects et de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués ont servi de socle pour l'ensemble des variables explicatives utilisées dans le modèle. Il convient de noter que le modèle considère les conflits, dans les pays voisins et l'historique des conflits récents comme des variables endogènes, et la validation hors-échantillon indique que le cadre du modèle utilisé dans l'analyse permet de faire de bonnes prévisions. Le modèle présente les projections en matière de conflits pour différents pays d'Afrique de l'Ouest (notamment les pays de la région du Sahel) ainsi que pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Le but du modèle est de montrer la probabilité de développement de futurs incidents conflictuels violents dans différents pays du continent africain, pour la période allant de 2011 à 2050. Il convient de noter à nouveau que la poussée démographique des jeunes ainsi que d'autres facteurs démographiques figurent parmi les principaux déterminants appliqués dans ce modèle. Par conséquent, les prévisions établies par le modèle sont particulièrement pertinentes pour comprendre la relation dynamique entre la démographie, la paix et la sécurité, l'accent étant mis sur le contexte sahélien.

6 RÉSULTATS EMPIRIQUES : PROJECTIONS POUR LA PÉRIODE 2010-2050

Les figures ci-dessous illustrent les incidences prévisionnelles dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest classés selon diverses catégories, pour la période allant de 2010 à 2050. Les pays sont répartis en trois catégories, selon la probabilité de déclenchement d'un conflit, appelée p(conflit), en 2011. Ces valeurs sont indiquées sur l'axe Y. Il convient donc de noter que les valeurs de l'axe Y varient en fonction des catégories. La figure 22 présente les pays ayant les probabilités de déclenchement d'un conflit les plus faibles, tandis que la figure 23 porte sur les pays dont les valeurs p(conflit) sont les plus élevées. La figure 24 montre les pays dont les valeurs p(conflit) varient. Les valeurs figurant dans les figures 23 et 24 présentent le plus d'intérêt pour ce rapport.

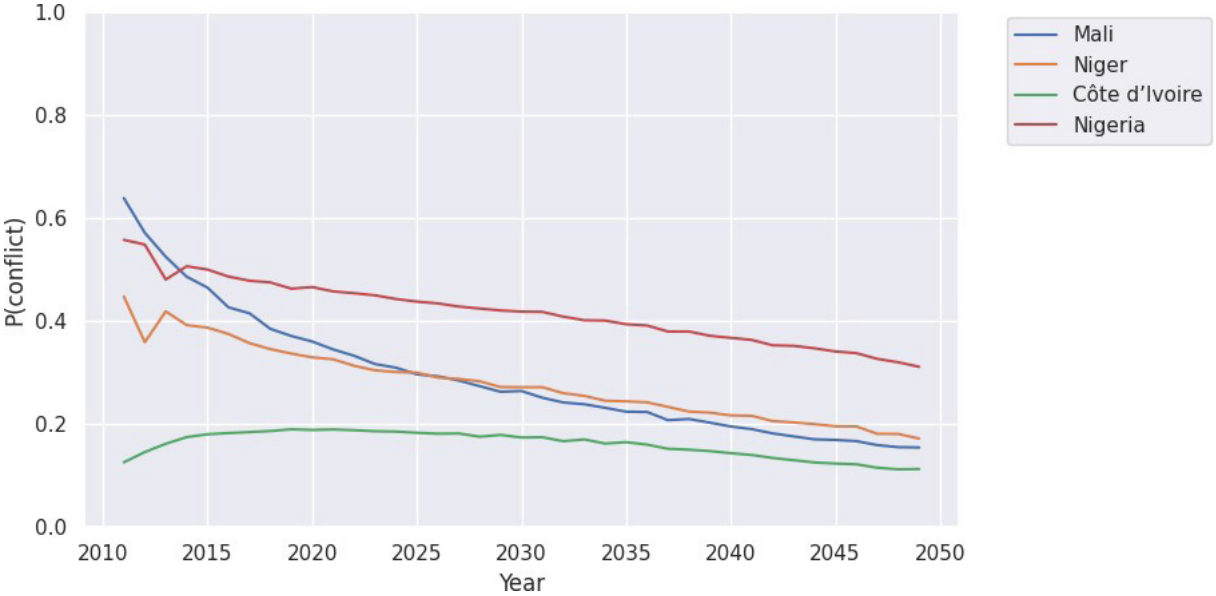
FIGURE 22 : Probabilité prévisionnelle du risque de conflit ; pays ayant les valeurs p(conflit) les plus basses



Source des données : données de réplication, Hegre *et al.* (2013)

Comme le montre la figure 23, le Nigéria semble afficher une tendance prévisionnelle beaucoup plus pessimiste que les autres pays du Sahel, suivi du Niger puis du Mali. Malgré une probabilité moyenne du risque de conflit élevée, il semble que ces valeurs diminuent progressivement pour tous les pays. En d'autres termes, les projections suggèrent une baisse constante du risque de conflits armés internes dans ces pays. Cette tendance à la baisse s'observe également dans les tendances générales en matière de conflits.

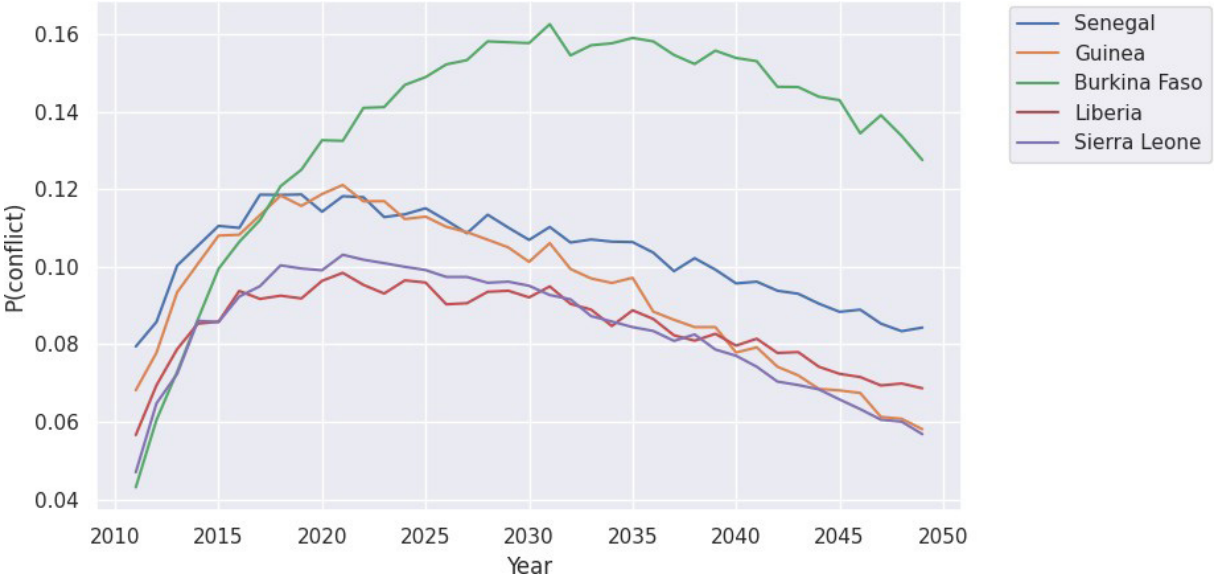
FIGURE 23 : Probabilité prévisionnelle du risque de conflit (Sahel) ; pays ayant les valeurs p(conflit) les plus élevées



Source des données : données de réplication, Hegre *et al.* (2013)

La figure 24 illustre l'incidence prévisionnelle des conflits et met en évidence une différence significative entre les pays du Sahel tels que le Burkina Faso et ses pays voisins d'Afrique de l'Ouest, comme le Sénégal et la Guinée. Avec un pic de déclenchement potentiel d'un conflit vers 2031, le pays semble afficher une valeur p(conflit) bien plus élevée que les autres pays de la même catégorie. Cette prévision semble réaliste, car elle se fonde sur les tendances observées ces dernières années au Burkina Faso, qui montrent une augmentation des violences. D'après ce graphique, les tendances prévisionnelles sont bien moins marquées pour les autres pays. La tendance générale montre, à des degrés variables, une baisse de l'incidence des conflits pour les différents pays intégrés au modèle, et ce, malgré la prise en compte des graves conflits passés ayant eu lieu dans des États comme la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone et le Libéria.

FIGURE 24 : Probabilité prévisionnelle du risque de conflit ; comparaison

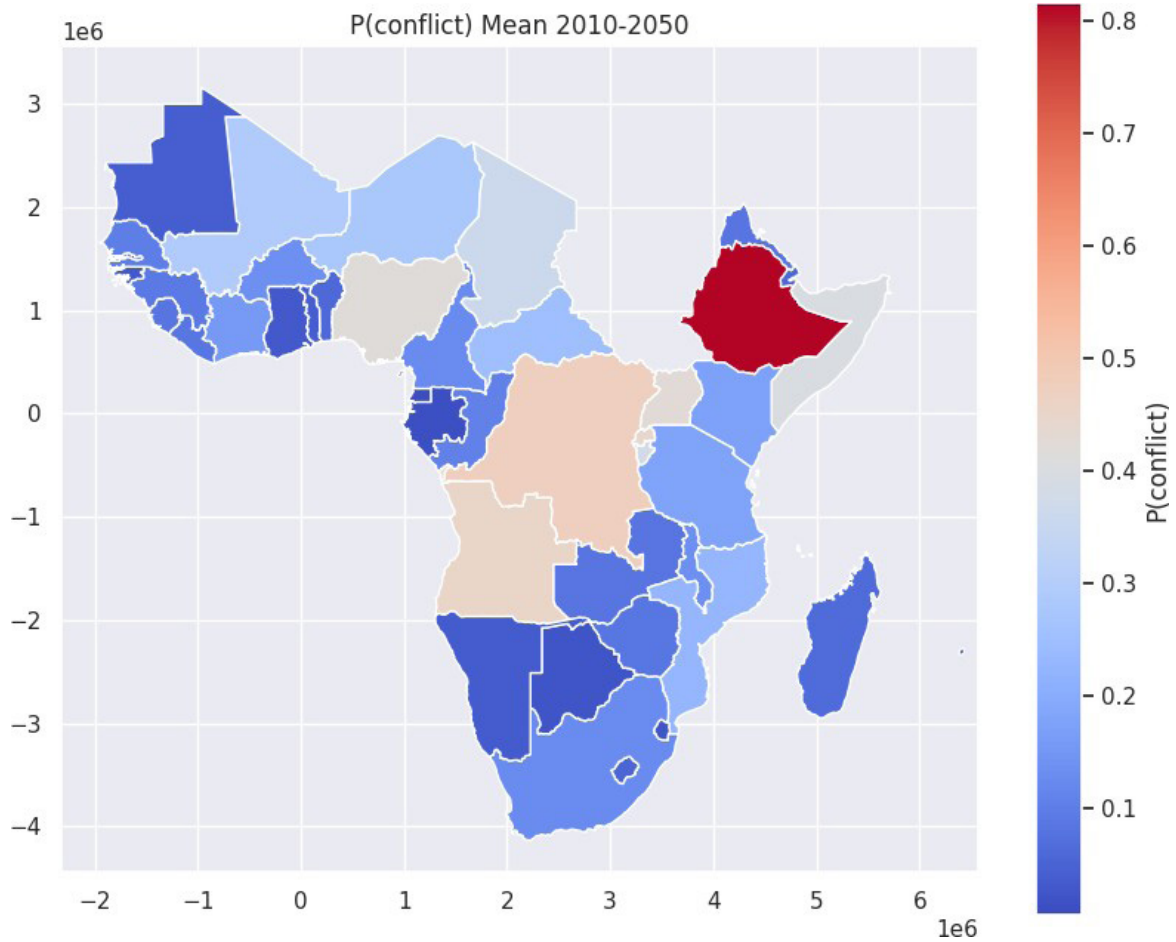


Source des données : données de réplication, Hegre *et al.* (2013)

Carte des risques

Les deux cartes ci-dessous présentent les résultats empiriques issus des projections et indiquent les valeurs moyennes et maximales pour les différentes spécifications du modèle. Elles illustrent la probabilité de déclenchement d'un conflit armé dans divers pays d'Afrique au cours de la période allant de 2010 à 2050, et montrent l'évolution des tendances prévisionnelles en matière de conflits. Les pays signalés en rouge sont les pays dont le risque de conflit est le plus élevé. La première carte illustre la probabilité moyenne de déclenchement d'un conflit au cours de la période indiquée pour les pays de l'Afrique subsaharienne.

FIGURE 25 : Probabilité prévisionnelle du risque de conflit ; moyenne en Afrique, 2010-2050



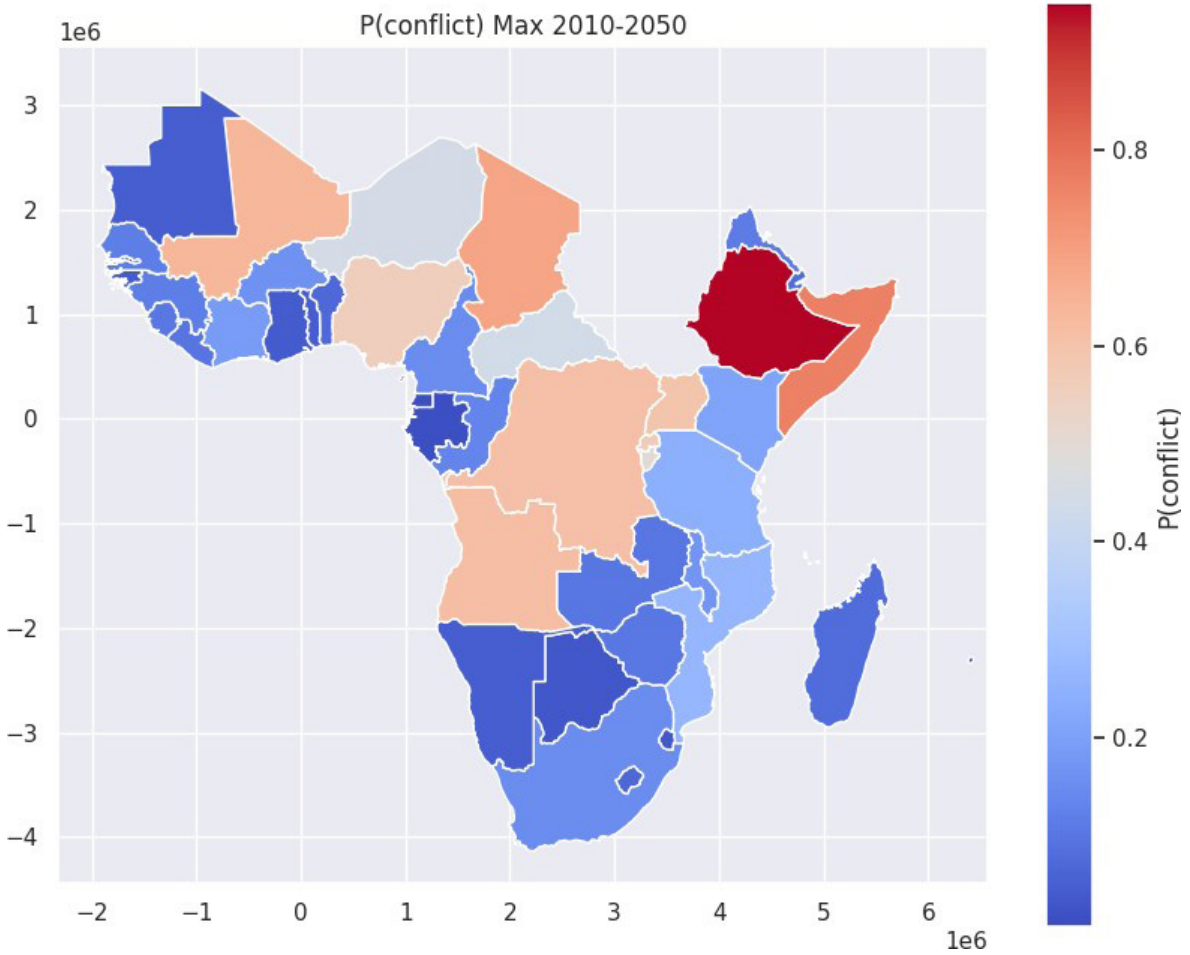
Source des données : données de réplication, Hegre *et al.* (2013)

Les deux cartes mettent en évidence une tendance notable en Éthiopie (signalé en rouge foncé). Le pays, dont l'histoire est marquée par de nombreux conflits, semble afficher la probabilité prévisionnelle de déclenchement d'un conflit au cours de la période 2010-2050 la plus élevée lorsque les valeurs moyennes et maximales sont prises en compte. Il est également intéressant de constater que la République démocratique du Congo présente un risque de conflit prévisionnel important, suivi de l'Angola et du Nigéria. D'après la figure 25, les pays du Sahel semblent, en moyenne, connaître une situation plus favorable que prévu.

La figure 26, quant à elle, montre la probabilité maximale du risque de conflit prévisionnel sur l'ensemble de la période (2010-2050). Les risques de conflit devraient être les plus élevés en Éthiopie, en Somalie, en Angola, au Rwanda et en République démocratique du Congo, entre autres. Ces valeurs peuvent s'expliquer par la survenue récente de conflits graves dans ces différents pays. En République démocratique du Congo,

ces projections peuvent, par exemple, également indiquer que le pays est susceptible de connaître une reprise ou une poursuite des conflits. En outre, les prévisions mettent en évidence le fait que certains pays africains n'ayant pas connu de conflits récents devraient voir une augmentation du risque de déclenchement d'un conflit au cours des prochaines décennies, à l'instar de l'Ouganda. En tenant compte de la probabilité maximale, les projections suggèrent que le risque de conflits devrait continuer d'augmenter dans les pays du Sahel tels que le Mali, le Niger et le Nigéria.

FIGURE 26 : Probabilité prévisionnelle du risque de conflit ; valeurs maximales en Afrique, 2010-2050



Source des données : données de réplication, Hegre *et al.* (2013)

Dans l'ensemble, les projections prévoient une nette augmentation de l'incidence des conflits dans certains pays du Sahel. Pour bon nombre de ces pays, l'augmentation prévue du risque de conflit peut principalement s'expliquer par des facteurs liés au faible niveau de développement socioéconomique. Étant donné que les projections démographiques de l'ONU indiquent une croissance de la population de nombreux États africains d'ici 2050, les facteurs démographiques, tels que l'augmentation de la population ou la poussée démographique des jeunes, sont donc considérés comme des indicateurs contribuant à la hausse du risque de conflit. Par exemple, pour des pays comme le Niger, qui connaît l'une des croissances démographiques les plus rapides (sa population pourrait croître jusqu'à 250 % d'ici 2050), les prévisions en matière de conflits semblent également refléter cette tendance. Ainsi, elles suggèrent un lien entre la croissance démographique élevée et l'augmentation du risque de conflit. En résumé, les pays signalés en rouge présentent un risque de conflit élevé principalement en raison du sous-développement, d'une population nombreuse, d'une mortalité infantile élevée, d'un faible niveau d'instruction et de la proximité avec d'autres États à haut risque de conflit.

7 CONCLUSION

7.1 Dividende ou menace démographique pour le Sahel ?

En s'appuyant sur la littérature scientifique et sur les données démographiques actuelles, le présent rapport analyse la corrélation entre croissance démographique, paix et sécurité structurelle. Il montre en quoi une structure démographique jeune, c'est-à-dire une importante population jeune, peut potentiellement mettre à mal la sécurité nationale. Afin de comprendre pleinement comment la poussée démographique des jeunes peut renforcer les problèmes d'insécurité, tels que les conflits armés, le terrorisme et d'autres formes de violence, le rapport a examiné le rôle joué par la structure démographique jeune dans l'augmentation du risque de conflit violent en Afrique, en s'intéressant particulièrement à la région du Sahel. Les problèmes humanitaires et sécuritaires croissants auxquels cette région est aujourd'hui confrontée exigent de toute urgence une attention sur le plan international et régional. Toutefois, la réussite à long terme peut être entravée si des ressources limitées sont déployées pour résoudre des problèmes structurels, tels que la démographie et la croissance démographique (Agbiboa, 2015). Des facteurs, tels qu'une mauvaise gouvernance persistante ainsi qu'une marginalisation politique, sociale et économique, combinés à un manque d'accès aux ressources comme l'emploi, l'éducation et le mariage, ont fait diminuer le coût des comportements violents que les jeunes du Sahel doivent assumer pour atteindre leurs objectifs, et ce, malgré les difficultés particulières auxquelles ils sont confrontés. En conséquence, les circonstances favorisant l'instabilité et la rébellion armée dans la région ne peuvent être éliminées que par la mise en œuvre de solutions démographiques efficaces, ainsi que de réformes politiques et économiques pour tous.

De la même manière, il est essentiel de noter que les importantes populations jeunes ne sont pas, par nature, un problème pour la sécurité. Au contraire, elles recèlent le potentiel nécessaire pour parvenir à une plus grande prospérité et à une sécurité renforcée au sein de l'État. L'exemple des tigres asiatiques montre comment des pays ont réussi à réduire de manière significative et efficace leur taux de fécondité tout en exploitant la ressource de main-d'œuvre offerte par la forte poussée démographique des jeunes (Birdsall et Sinding, 2001 ; Kelly et Schmidt, 2001). Grâce à une transition démographique rapide, ces pays ont été en mesure de réaliser avec succès un dividende démographique, de relancer l'économie nationale et d'assurer un développement économique et social général à long terme. En effet, la baisse du taux de fécondité a entraîné une diminution des besoins en ressources pour les enfants à charge au sein des ménages, ce qui a permis aux gouvernements de profiter des effets cumulés de cette baisse et de réaffecter les ressources à d'autres activités plus utiles au développement économique de l'État, telles que l'éducation et l'investissement public. Pour lutter contre l'insécurité au Sahel, il serait donc utile que les gouvernements de la région mettent en place des mécanismes appropriés qui, en plus de favoriser une nouvelle baisse de la fécondité, répondent aux difficultés économiques et politiques rencontrées par les jeunes. La mise en œuvre de telles mesures peut non seulement renforcer la confiance des jeunes dans les institutions politiques, mais aussi réduire le chômage qui les touche, évitant ainsi qu'ils émigrent, participent à un conflit armé ou soient recrutés par des groupes terroristes.

Pour ce qui est du Mali, l'ensemble des conflits violents observés dans le pays ne peut être résolu que par un renforcement de la gouvernance et par la mise en place des mesures adéquates pour accompagner la transition démographique. Il est essentiel que ces dernières n'exercent pas de pression indésirable sur les ressources (terres ou eau) ni sur les services sociaux de base (emploi et éducation). En revanche, compte tenu de la structure démographique actuelle, combinée aux graves difficultés économiques persistantes,

la poussée démographique des jeunes continuera vraisemblablement à avoir un effet négatif important sur le développement général du pays (Ikelegbe et Garuba, 2011:107). Il est donc crucial de poursuivre la recherche pour élaborer des stratégies démographiques, politiques et économiques adaptées afin de résoudre les problèmes considérables en matière de sécurité dans l'ensemble du Sahel.

Remerciements

L'auteur remercie l'Institut de recherche pour la paix d'Oslo (PRIO) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) (Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du Centre).

8 RÉFÉRENCES

Ackerman, P., et DuVall, J., *A force more powerful: A century of non-violent conflict*. Palgrave, New York, 2000.

Agbiboa, D. E., « Youth as tactical agents of peacebuilding and development in the Sahel ». *Journal of Peacebuilding & Development, 10*(3), 2015, p. 30-45.

Amin, M., Assaad, R., al-Baharna, N., Dervis, K., Desai, R. M., Dhillon, N. S. et Graham, C., *After the spring: Economic transitions in the Arab world*. Oxford University Press, London, 2012.

Austin, L., « The politics of youth bulge: From Islamic activism to democratic reform in the Middle East and North Africa ». *SAIS Review of International Affairs*, *31*(2), 2011, p. 81-96.

Assaad, R., et Barsoum, G., « Rising expectations and diminishing opportunities for Egypt's young ». In *Generation in waiting: The unfulfilled promise of young people in the Middle East*, 2009, p. 67-94.

Barakat, B., et Urdal, H., « Breaking the waves? Does education mediate the relationship between youth bulges and political violence? », Document de travail de recherche sur les politiques 5114. Banque mondiale, Washington D.C., 2009.

Barakat, B., Paulson, J., et Urdal, H., « The youth, transition and conflict in the Middle East and North Africa ». Banque mondiale, Washington D.C., 2010.

Bayat, A., « A new Arab street in post-Islamist times ». *Foreign Policy*, 26 janvier 2011. Disponible à l'adresse suivante : <http://foreignpolicy.com/2011/01/26/a-new-arab-street-in-post-islamist-times/>.

Beck, N., Katz, J. N., et Tucker, R., « Taking time seriously: Time-series-cross-section analysis with a binary dependent variable ». *American Journal of Political Science*, *42*(4), 1998, p. 1260-1288.

Beissinger, M. R., « Structure and example in modular political phenomena: The diffusion of bulldozer/rose/orange/tulip revolutions ». *Perspectives on Politics*, *5*(2), 2007, p. 259-276.

Beissinger, M. R., « The semblance of democratic revolution: Coalitions in Ukraine's orange revolution ». *American Political Science Review*, *107*(3), 2013, p. 574-592.

Birdsall, N. et Sinding, W. S., « How and why population matters: New findings, new issues ». In *Population matters: Demographic change, economic growth, and poverty in the developing world.* Éd. Birdsall, N. Kelley, C. A. et Sinding, W. S., Oxford University Press, New York, 2001.Blattman, C., et Miguel, E.,

« Civil war ». *Journal of Economic literature*, *48*(1), 2010, p. 3-57.

Boudarbat, B., et Ajbilou, A., « Moroccan youth in an era of volatile growth, urbanization and poverty ». In *Generation in waiting: The unfulfilled promise of young People in the Middle East*, 2009, p. 166-188.

Braungart, R. G., « Historical and generational patterns of youth movements: a global perspective ». *Comparative Social Research*, *7*(1), 1984, p. 3-62.

Butcher, C., « African spring? The Economics of major nonviolent resistance campaigns ». Atelier sur les données relatives aux conflits non violents. Université d'Uppsala, octobre 2012.Butcher, C., et Svensson,

I., « Manufacturing dissent: Modernization and the onset of major nonviolent resistance campaigns ». *Journal of Conflict Resolution*, *60*(2), 2014, p. 311-339.

Butcher, C., et Svensson, I., « To arms or to the streets? Explaining the choice of religious groups between nonviolent and violent insurrection strategies ». International Studies Association (ISA), Toronto, mars 2016. Campante, F. R., et Chor, D.,

« Why was the Arab world poised for revolution? Schooling, economic opportunities, and the Arab Spring ». *The Journal of Economic Perspectives*, *26*(2), 2012, p. 167-187.

Cederman, L. E., Weidmann, N. B., et Gleditsch, K. S., « Horizontal inequalities and ethnonationalist civil war: A global comparison ». *American Political Science Review*, *105*(3), 2011, p. 478-495.

Celestino, M. R., et Gleditsch, K. S., « Fresh carnations or all thorn, no rose? Nonviolent campaigns and transitions in autocracies ». *Journal of Peace Research*, *50*(3), 2013, p. 385-400.

Chenoweth, E. et Stephan. M. J., *Why civil resistance works: The strategic logic of nonviolent conflict*. Columbia University Press, New York, 2011.

Chenoweth, E., et Cunningham, K. G., « Understanding nonviolent resistance: An introduction ». *Journal of Peace Research*, *50*(3), 2013, p. 271-276.

Chenoweth, E., et Lewis, O. A., « Unpacking nonviolent campaigns: Introducing the NAVCO 2.0 dataset ». *Journal of Peace Research 50*(3), 2013, p. 415-23.

Chenoweth, E., et Stephan, M. J., « Drop your weapons: When and why civil resistance works ». *Foreign Affairs*, 2014, p. 93-94.

Chenoweth, E., et Ulfelder, J., « Can structural conditions explain the onset of nonviolent uprisings? » *Journal of Conflict Resolution*, *61*(2), 2015, p. 298-324.

Chenoweth, E., « The Rise of Nonviolent Resistance ». *PRIO Policy Brief* (19), juin 2016. Coleman, J., « Les sables mouvants du paysage terroriste sahélien ». 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://icct.nl/publication/les-sables-mouvants-du-paysage-terroriste-sahelien/> (Consulté le 24.08.2020).

Collier, P., « Doing well out of war: An economic perspective ». In *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Éd. Berdal, M. R., et Malone, D., Lynne Rienner, Boulder, 2000.

Collier, P., et Hoeffler, A., « Greed and grievance in civil war ». *Oxford Economic Papers*, *56*(4), 2004, p. 563-595.

Courbage, Y., et Todd, E, *A convergence of civilizations: The transformation of Muslim societies around the world*. Columbia University Press, New York, 2011.

Danjibo, N. D., « The aftermath of the Arab spring and its implication for peace and development in the Sahel and Sub-Saharan Africa ». *Strategic Review for Southern Africa*, *35*(2), 2013, p. 16.

Dhillon, N., Dyer, P., et Yousef, T., « Generation in waiting: An overview of school to work and family formation transitions ». In *Generation in waiting: The unfulfilled promise of young people in the Middle East.* Éd. Dhillon, N. et Yousef, T., Brookings Institution Press, Washington, D.C., 2009.

Droogan, J., Guthrie, K., et Williams, V. « Popular Uprising in the Southwest Pacific? A Demographic Study ». *The Journal of Social, Political, and Economic Studies*, *37*(4), 2012, p. 468.

Parlement européen. « Mali: Economic Factors Behind the Crisis', Directorate- General for External Policies ». Étude du département thématique. 2014. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.youthpolicy.org/wp-content/uploads/library/2014_EuropeanParliament_ReportPolicy_Mali.pdf>

Fearon, J. D., et Laitin, D. D., « Ethnicity, insurgency, and civil war ». *American Political Science Review 97*(1), 2003.

Gates, B., « The world's youngest continent ». 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.gatesnotes.com/Africa-the-Youngest-Continent> (Consulté le 10.02.2020).

Gleditsch, N. P., Wallensteen, P., Eriksson, M., Sollenberg, M., et Strand, H., « Armed conflict 1946-2001: A new dataset ». *Journal of peace research*, *39*(5), 2002, p. 615-637.

Base de données sur le terrorisme mondial. « Terrorism ». 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://ourworldindata.org/terrorism>. (Consulté le 28.06. 2020). Goldstein, J. S., *Winning the war on war: The decline of armed conflict worldwide.* Dutton, New York, 2011.

Goldstone, J. A., *Revolution and rebellion in the early modern world*. University of California Press, Berkeley, 1991.

Goldstone, J. A., « Is revolution individually rational? Groups and individuals in revolutionary collective action ». *Rationality and Society*, *6*(1), 1994, p. 139-166.

Goldstone, J. A., « Demography, environment, and security ». *In Environmental Conflict*, Éd. Diehl, P F. et Gleditsch, N. P., Westview, Boulder, 2001.

Goldstone, J. A., « Population and security: how demographic change can lead to violent conflict ». *Journal of international affairs, 56*(1), 2002, p. 3-21.

Goldstone, J. A., « Cross-class coalitions and the making of the Arab revolts of 2011 ». *Swiss Political Science Review*, *17*(4), 2011, p. 457-462.

Gurr, T. R., *Why men rebel.* Princeton University Press, Princeton, 1970.

Hart, D., Atkins, R., Markey, P., et Youniss, J., « Youth bulges in communities: The effects of age structure on adolescent civic knowledge and civic participation ». *Psychological Science*, *15*(9), 2004, p. 591-597.

Hegre, H., « Toward a democratic civil peace? Democracy, political change, and civil war, 1816–1992 ». *American Political Science Review*, *95*(1), 2001, p. 33-48.

Hegre, H., Karlsen, J., Nygård, H. M., Strand, H., et Urdal, H., « Predicting armed conflict, 2010–2050 ». *International Studies Quarterly, 57*(2), 2013, p. 250-270.

Hegre, H., et Sambanis, N., « Sensitivity analysis of empirical results on civil war onset ». *Journal of conflict resolution*, *50*(4), 2006, p. 508-535.

Heinsohn, G., *Söhne und Weltmacht: Terror im Aufstieg und Fall der Nationen.* Zurich, 2003.Huntington, S, P., *The Clash of civilizations and the remaking of world order.* Simon & Schuster, New York, 1996. Trad. de Fidel, J-L., Joublain, G., Jorland, P., et Pédussaud, J-J., *Le Choc des civilisations*. Odile Jacob, 1997.

Ikelegbe, A., et Garuba, D., « Youth and conflicts in West Africa: Regional threats and potentials ». *ECOWAS and the Dynamics of Conflict and Peace-Building*, 2011.

Ismail, W., Olonisakin, F., Picciotto, B. et Wybrow, D., « Youth vulnerability and exclusion (YOVEX) in West Africa: Synthesis report ». *Conflict, Security and Development Group (CSDG) Papers*, 2009, p. 21.

Karatnycky, A. et Ackerman, P., *How freedom is won: From civil resistance to durable democracy.* Freedom House, Washington, D.C., 2005.

Kelley, C. A. et Schmidt, R. M., « Economic and demographic change: A synthesis of models, findings, and perspectives ». In *Population matters: Demographic change, economic growth, and poverty in the developing world*. Éd. Birdsall, N. Kelley, C. A. et Sinding, W. S., Oxford University Press, New York, 2001.

Klugman, J. et Moore, M., « Putting youth on the agenda: Intersections with the women, peace and security framework ». Printet, 2018.

Korenman, S. et Neumark. D., « Cohort crowding and youth labor markets: A cross-national analysis », Document de travail 6031. National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, 1997.

Kuzio, T., « Civil society, youth and societal mobilization in democratic revolutions ». *Communist and post-communist studies*, *39*(3), 2006, p. 365-386.

LaGraffe, D., « The youth bulge in Egypt: An intersection of demographics, security, and the Arab Spring ». *Journal of Strategic Security, 5*(2)*,* 2012, p. 65.

Lazar, M., « The implications of "unmoored" young men: Youth bulges and protests in an African context ». Thèse de doctorat, Ohio State University, 2017.

Leridon, H., « World population outlook: Explosion or implosion? ». *Population & Societies* (1), 2020, p. 1-4. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cairn-int.info/article-E_POPSOC_573_0001--

world-population-outlook-explosion-or.htm> (Consulté le 11.02. 2020).

Le Roux, P., « Responding to the rise in violent extremism in the Sahel ». *Africa Security Briefs* (36), 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://africacenter.org/wp- content/uploads/2019/12/ASB36EN-Responding-to-the-Rise-in-Violent-Extremism-in-the- Sahel-Africa-Center-for-Strategic-Studies.pdf> (Consulté le 28.06. 2020).

Lia, B., *Globalisation and the future of terrorism: Patterns and predictions*. Routledge, London, 2007.

Lichbach, M. I., *The rebel's dilemma*. University of Michigan Press, Ann Arbor, 1998.

Macunovich, D. J., « Relative cohort size: source of a unifying theory of global fertility transition? ». *Population and development review, 26*(2)*,* 2000, p. 235-261.

Macrotrends. « Mali population 1950-2020 ». 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.macrotrends.net/countries/MLI/mali/population>.

Marshall, M., Jaggers, K. et Gurr. T. R., *Polity IV project: Regime transitions and characteristics, 1800-2010.* Center for Systemic Peace, Détroit, MI, 2013.

Fondation Mo Ibrahim. « Africa's first challenge: the youth bulge stuck in 'waithood' ». 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://mo.ibrahim.foundation/news/2019/africas-first-challenge-youth-bulge-stuck-waithood> (Consulté le 28.06. 2020).

Nepstad, S. E., *Nonviolent revolutions: Civil resistance in the late 20th century.* Oxford University Press, Oxford, 2011.

Nordås, R., et Davenport, C., « Fight the youth: Youth bulges and state repression ». *American Journal of Political Science*, *57*(4), 2013, p. 926-940.

Palik, J. et Rustad, A. S., « Conflict trends in Africa, 1989–2019 », Rapport PRIO. PRIO, Oslo, 2020 (à venir).

Pinker, S., *The better angels of our nature: Why violence has declined.* Viking, New York, 2011.

Pison, G. « Why African families are larger than those of other continents ». 11 octobre 2017. Disponible à l'adresse suivante : <https://theconversation.com/why-african-families-are-larger- than-those-of-other-continents-84611>

Rustad, S. A. et Bakken, I. V., « Conflict trends in Africa, 1989-2018 ». *PRIO Policy Brief,* 2019. Disponible à l'adresse suivante :

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Rustad%20%26%20Bakken%20-%20Conflict%20Trends%20in%20Africa%2C%201989%E2%80%932018%2C%20Conflict%20Trends%206-2019.pdf> (Consulté le 28.06. 2020).

Sachs, J. D., *Common Wealth: Economics for a crowded planet*. Penguin Press, New York, NY, 2008.

Sakor, B. Z. « Youth bulges & onset of nonviolent resistance: A quantitative analysis ». University of Essex, Department of Government, 2017.

Salehyan, I. « Transnational rebels: Neighboring states as sanctuary for rebel groups ». *World Politics*, *59*(2), 2007, p. 217-242.

Sambanis, N., « A review of recent advances and future directions in the quantitative literature on civil war ». *Defence and Peace Economics, 13*(3)*,* 2002, p. 215-243.

Schock, K., « Nonviolent action and its misconceptions: Insights for social scientists ». *PS: Political Science & Politics 36*(4), 2003, p. 705-712.

Schock, K., *Unarmed insurrections: People power movements in nondemocracies*. University of Minnesota Press, Minneapolis, 2005.

Schwartz, S., *Youth in post-conflict reconstruction: Agents of change*. United States Institute of Peace Press, Washington, D.C., 2010.

Sciubba, J. D., *The future faces of war: Population and national security*. Praeger, California, 2011.

Sen, A., « Mortality as an indicator of economic success and failure ». *The Economic Journal*, *108*(446), 1998, p. 1-25.

Sommers, M., *The outcast majority: War, development, and youth in Africa*. The University of Georgia Press, Athènes et Londres, 2015.

Stephan, M. J., « Fighting for statehood: The role of civilian-based resistance in the East Timorese, Palestinian, and Kosovo Albanian self-determination movements ». *Fletcher F. World Affairs 30*(2), 2006, p. 57-80.

Stephan, M. J., *Civilian jihad: Nonviolent struggle, democratization, and governance in the Middle East*. Palgrave Macmillan, New York, 2009.

Stephan, M. J., et Chenoweth, E., « Why civil resistance works: The strategic logic of nonviolent conflict ». *International security*, *33*(1), 2008, p. 7-44.

Svensson, I., et Lindgren, M., « Community and consent: Unarmed insurrections in non-democracies ». *European Journal of International Relations*, *17*(1), 2011, p. 97-120.

Tarrow, S. G., *Power in movement: Social movements and contentious politics*. Cambridge University Press, New York, 2011.

Tilly, C., *The politics of collective violence*. Cambridge University Press, Cambridge, 2003. ONU, « World Population Prospects. The 2006 Revision ». Nations Unies, New York, 2007.

ONU, « World Population Prospects. The 2015 Revision ». Nations Unies, New York, 2015.

ONU, « Youth population trends and sustainable development. Online ». 2015. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/YouthPOP.pdf> (Consulté le 28.06.2020).

ONU, « World Population Prospects. The 2019 Revision ». Nations Unies, New York, 2019.

Nations Unies et Population Pyramid, « Population Pyramids of the World from 1950 to 2100 ». 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.populationpyramid.net/western-africa/2019/>.

ONU Info, « 'Unprecedented terrorist violence' in West Africa, Sahel region ». 2020. Disponible à l'adresse suivante : https://news.un.org/en/story/2020/01/1054981. (Consulté le 28.06.2020).

Urdal, H., « A clash of generations? Youth bulges and political violence ». *International Studies Quarterly, 50*(3), 2006, p. 607-629.

Urdal, H., et Hoelscher, K., « Urban youth bulges and social disorder: An empirical study of Asian and Sub-Saharan African cities », Document de travail de recherche sur les politiques 5110. Banque mondiale, 2009.

Urdal, H., et Hoelscher, K., « Explaining urban social disorder and violence: An empirical study of event data from Asian and sub-Saharan African cities ». *International Interactions, 38*(4), 2012, p. 512-528.

Wang, J., Loong, B., Westveld, A. H., et Welsh, A. H., « A copula-based imputation model for missing data of mixed type in multilevel data sets », *arXiv:1702.08148*, 2017.

Weber, H., « Demography and democracy: the impact of youth cohort size on democratic stability in the world ». *Democratization 20*(2), 2012, p. 335-57. DOI:10.1080/13510347.2011.650916.

Weyland, K., « The diffusion of revolution: '1848' in Europe and Latin America ». *International Organization*, *63*(3), 2009, p. 391-423.

Banque mondiale, *Indicateurs de développement de la Banque mondiale*. Banque mondiale, Washington, D.C., 2017.

Banque mondiale, *Indicateurs de développement de la Banque mondiale*. Banque mondiale, Washington, D.C., 2020. Disponible à l'adresse suivante :<https://data.worldbank.org/country/mali> ; https://data.worldbank.org/country/senegal> ; <https://data.worldbank.org/country/niger> ; <https://data.worldbank.org/country/nigeria>.

Zakaria, F., « The Roots of Rage ». *Newsweek 138*, 2001, p. 14–33.

Zunes, S., Merriman, H., et Stephan, M. J., « Nonviolent struggle ». *The International Studies Encyclopedia*. Blackwell Publishing, Danemark, 2010. Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.isacompendium.com/subscriber/tocnode.html?id=g9781444336597_yr2015_ch unk_g978144433659714_ss1-7> (Consulté le 10.02. 2020).

Demography, Peace and Security in the Sahel
UNFPA, West and Central Africa Regional Office
Immeuble Wolle Ndiaye, Almadies
BP: 21090 Dakar-Ponty SENEGAL
Fax : +221 33 820 17 31
Website: http://wcaro.unfpa.org
Email : wcaro.office@unfpa.org